

Chapitre 6

L'aménagement de lieux de culte minoritaires

en contexte de mobilité: études de cas

Introduction : les communautés musulmanes montréalaises

Avec 3% de la population totale à l'échelle de la région métropolitaine, les musulmans forment une petite minorité religieuse, surtout en contraste avec les catholiques, qui comptent toujours une majorité écrasante avec près de 75% de la population (voir table 4.1 au chapitre 4). Les mouvements migratoires dont cette minorité est issue sont souvent liés aux conflits politico-militaires qui sévissent dans les pays d'origine. Une première vague d'immigration musulmane en provenance de l'Égypte remonte au début des années 1960, bientôt suivie d'autres contingents du sous-continent indien, c'est-à-dire principalement du Pakistan et de l'Inde (Archambault, 1996)¹. Ce sont ces immigrants installés de longue date dans la région montréalaise, particulièrement ceux d'origines pakistanaise et indienne, qui ont mis sur pied les premières structures communautaires musulmanes : la mosquée de Saint-Laurent, celle du quartier Notre-Dame-de-Grâce, puis quelques écoles. À partir du milieu des années 1970, la guerre civile au Liban provoque l'émigration d'un grand nombre de Libanais chrétiens vers le Québec, mais aussi d'un certain nombre de musulmans. Enfin, depuis le début des années 1980, l'immigration maghrébine prend de l'importance au Québec, surtout en raison des efforts déployés par la Province pour recruter des immigrants francophones (notamment dans les pays d'Afrique du Nord : Algérie, Maroc, Tunisie). On retrouve aussi à Montréal des musulmans nés dans d'autres pays, dont l'Iran, l'Irak, la Palestine, la Turquie, ainsi que certains pays du continent africain. Ces vagues successives d'immigration musulmane contribuent à la transformation progressive de la communauté musulmane montréalaise, surtout depuis les années 1990 alors qu'elle connaît un essor sans précédent.

¹ Ce n'est qu'à la fin des années 1960 que le gouvernement du Canada abolit définitivement ses politiques de quotas d'immigrants pour certains pays (principalement non-européens), ce qui dès lors contribuera à une diversification des immigrants en termes de pays d'origine mais aussi du point de vue des caractéristiques linguistiques et religieuses.

En effet, les musulmans représentent un des groupes ethnoreligieux dont la croissance a été la plus marquée au cours des dernières décennies dans la région montréalaise. Cette population a vu ses effectifs se multiplier par dix au cours des vingt dernières années. D'environ 11 000 (moins de 0,5% de la population totale) en 1981, les musulmans représentent environ 50 000 personnes (1% de la population totale) en 1991. En 2001, le recensement dénombre environ 100 000 musulmans (3% de la population totale), le double de ses effectifs de 1991. Les courants d'immigration internationale à destination de Montréal sont en grande partie responsables de l'augmentation de la population musulmane dans la région, notamment en raison d'importants contingents en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique. En effet, le Maroc, l'Algérie, le Pakistan, et le Liban, tous à majorité musulmane, figurent parmi les 10 pays d'origine les plus fréquents pour les immigrants de la région montréalaise. Pour l'année 2002, les ressortissants de ces pays représentent près du quart des immigrants venus s'installer à Montréal (Citoyenneté et Immigration Canada, 2002).

Les musulmans montréalais sont originaires de plusieurs pays, parlent différentes langues, et sont issus de cultures parfois très différentes les unes des autres. Les principales origines déclarées par les musulmans de la région montréalaise en 2001 : nord-africaine, libanaise, pakistanaise et iranienne (voir table 6.1). On retrouve aussi à Montréal des musulmans appartenant à différentes confessions de l'Islam, dont les principales sont les sunnites et les chiites. Dans les années 1990, la majorité des musulmans montréalais étaient de confession sunnite (environ 70%) alors qu'environ le tiers sont de confession chiite. Étant donné qu'à l'échelle mondiale les chiites représentent environ 15% des musulmans, les chiites montréalais étaient d'une certaine façon surreprésentés, ce qui colore la dynamique communautaire musulmane, d'après A. Daher (1999). Aussi la présence à Montréal d'un nombre significatif de musulmans libanais contribuerait-elle à cette surreprésentation des chiites à Montréal. Étant donné les mouvements récents d'immigration au sein de la population musulmane, il sera intéressant de voir si cette surreprésentation chiite continuera d'être une réalité au sein de la communauté musulmane montréalaise.

L'hétérogénéité des musulmans montréalais se reflète aussi dans la structuration de leur espace résidentiel et institutionnel. En contraste avec la population juive montréalaise (voir chapitre 5), les musulmans, peut-être en raison de l'hétérogénéité culturelle et socio-économique au sein de cette population, ne présentent pas un degré élevé de concentration résidentielle (voir chapitre 4). Par ailleurs, les différents groupes musulmans formés principalement (mais non exclusivement) sur la base d'affinités nationales n'ont pas tous le même degré d'organisation; par exemple, la communauté musulmane indo-pakistanaise, d'implantation plus ancienne à Montréal, est très active dans le réseau des lieux de culte. D'autres, comme les Maghrébins, d'implantation plus récente, sont encore aux premières étapes de leur structuration communautaire.

Table 6.1 Principales origines des musulmans de la région métropolitaine de Montréal, 2001.

Total selon le lieu de naissance	100185	100%
Nés à l'extérieur du Canada	78055	77.9%
Afrique	35940	35.9%
Afrique du Nord	30340	30.3%
Afrique de l'Est	1890	1.9%
Moyen Orient	14045	14.0%
Liban	6980	7.0%
Asie du Sud	12780	12.8%
Inde	1210	1.2%
Pakistan	6815	6.8%
Asie centrale et de l'Est	11050	11.0%
Iran	5805	5.8%

(Source: Recensement de la population, Statistique Canada, 2001).

La population musulmane n'est pas répartie de façon uniforme sur le territoire montréalais; les musulmans sont ainsi plus présents dans certaines municipalités et dans certains quartiers que dans d'autres. Notons d'entrée en jeu que plus de 60% de la population musulmane montréalaise de l'île réside dans la ville de Montréal, principalement dans les quartiers du nord-ouest (Ahunstic, Côte-des-Neiges, Parc-Extension). En banlieue, on retrouve des concentrations de populations musulmanes dans les municipalités de Saint-Laurent, Montréal-Nord, et Pierrefonds. Il est intéressant de constater que, dans le cas des municipalités qui nous intéressent dans

ce chapitre, la population musulmane représente une minorité significative : à Saint-Laurent, les musulmans comptent pour près de 10% de la population totale de la municipalité, et pour près de 6% à Pierrefonds; en contraste, les musulmans, pourtant beaucoup plus nombreux en termes numériques absolus, représentent 5% de la population totale de la ville de Montréal.

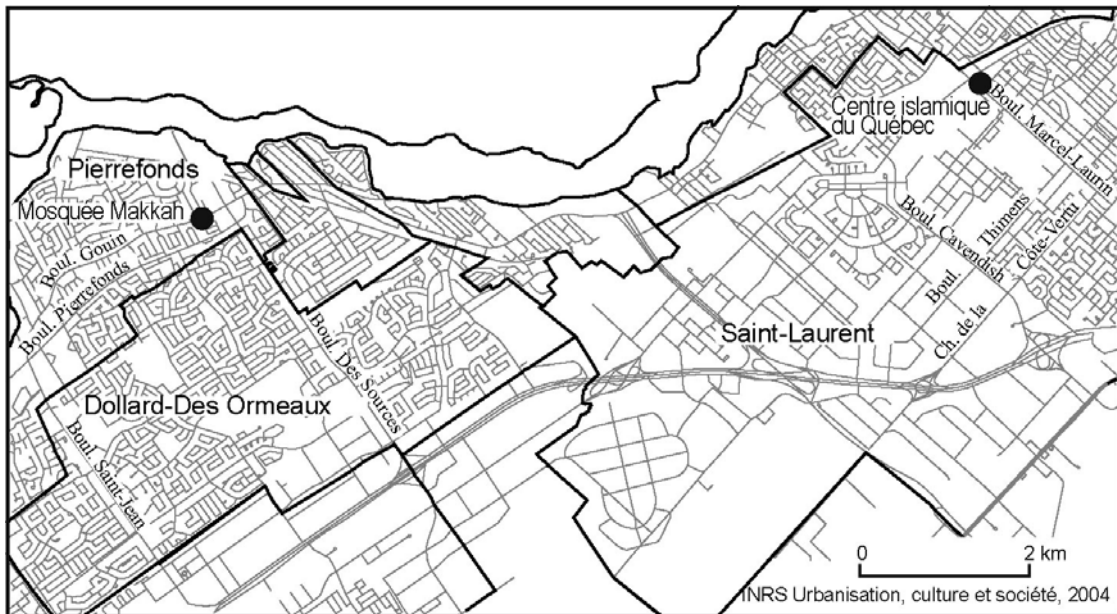
La région montréalaise ne compte à l'heure actuelle qu'un nombre limité de mosquées officielles, c'est-à-dire reconnues par les autorités publiques et disposant de locaux et de personnel relativement permanent. En contraste, les salles de prière sont nombreuses et leur nombre continue d'augmenter au rythme des vagues migratoires. Ces lieux de culte ont tendance à se relocaliser relativement souvent au gré des opportunités qui se présentent (en termes de locaux ou de terrains disponibles), mais aussi en fonction des ressources de leurs membres et des contraintes de localisation. Par ailleurs, la plupart des établissements d'enseignement universitaire et collégial comportent une association d'étudiants musulmans et une salle de prière sur le campus.

Le rapport à l'espace des musulmans montréalais se présente ainsi sous une forme plus flexible que celui des communautés juives hassidiques abordées au chapitre précédent. Nous avons vu que la localisation des lieux de culte s'effectue généralement en fonction de l'accessibilité et de la disponibilité d'un site propice aux activités de culte. Par ailleurs, les prières quotidiennes des musulmans peuvent s'effectuer à peu près n'importe où (en autant que certaines directives soient respectées), et ce n'est que celle du vendredi midi qui comporte une obligation de prière communautaire. Les musulmans ne sont pas non plus soumis à des contraintes de proximité physique avec le lieu de culte, étant donné qu'ils jouissent pleinement de leur mobilité (contrairement aux juifs lors du sabbat). Enfin, la contiguïté résidentielle ne se présente pas comme un élément fondamental pour la survie du groupe comme c'est le cas chez les Juifs hassidiques.

Ce chapitre présente l'analyse de deux cas d'aménagement de mosquées sunnites: l'agrandissement du Centre islamique du Québec, situé à Saint-Laurent, et celui de la mosquée Makkah, à Pierrefonds. Toutes deux implantées dans des municipalités de banlieue et dans des secteurs urbains en marge de quartiers résidentiels, les projets d'agrandissement de l'une et de l'autre suscitent des réactions différentes de la part des riverains et des autorités municipales. Nous montrerons que, dans les cas que nous

avons étudiés, l'aménagement des mosquées implique surtout des enjeux de nature économique et symbolique.

Carte 6.1 Localisation des lieux de culte à l'étude, Saint-Laurent et Pierrefonds.



6.1 Le Centre islamique du Québec de Saint-Laurent

Le Centre islamique du Québec (CIQ ou, en arabe, *Markaz al Islami*), fondé en 1965, est à l'heure actuelle le plus ancien et l'un des plus importants centres islamiques au Québec. L'adoption d'une loi spéciale par l'Assemblée nationale (loi 194, en 1966) a été nécessaire afin que les dirigeants du Centre islamique puissent jouir des pouvoirs généralement accordés aux ministres de culte en ce qui concerne la tenue des actes et registres de l'état civil (enregistrement des mariages, baptêmes et décès). Cette loi, qui permet la constitution en corporation religieuse du Centre islamique, autorise également l'établissement d'autres mosquées et la nomination d'imams qui pourront disposer des mêmes pouvoirs en ce qui concerne la tenue des registres d'état civil.

Le regroupement de 16 chefs de famille musulmans qui constituait le noyau initial de la communauté du Centre islamique avait à l'origine endossé collectivement l'hypothèque pour acheter en 1967 le modeste bungalow qui datait de la fin des années 1950 (Rehman, 2004). D'après un membre de longue date du Centre islamique, son établissement repose exclusivement sur les efforts de la communauté musulmane locale, aucune somme n'ayant été acceptée en provenance de l'extérieur du Canada. Le Centre islamique du Québec opère sur le principe traditionnel démocratique de la *shura*, c'est-à-dire de l'équivalent d'un conseil consultatif dont les 12 membres sont élus par l'assemblée générale des membres payants, soit environ 3 000 personnes. Mis à part un ou deux employés réguliers affectés à l'administration, l'ensemble du personnel du Centre islamique y contribue à titre bénévole. L'imam quant à lui détient le pouvoir spirituel; formé à la prestigieuse université saoudienne de Al-Madina Al-Munawara, ce dernier dirige l'enseignement et la prière, mais joue également une variété de rôles plus informels : conseiller, porte-parole, et parfois celui de juge dans l'application de la charia, la loi musulmane (Hétu, 1992).

Localisé au même endroit depuis sa fondation, le Centre islamique offre, en plus des services religieux quotidiens et des célébrations religieuses spéciales, une gamme étendue de services à ses membres. Au nombre de ces services : l'éducation religieuse des jeunes et des adultes, des activités sociales (femmes, jeunes, etc.), des services d'entraide et de dépannage, la célébration des mariages, l'administration du cimetière islamique sunnite (situé à Laval), la publication de bulletins de nouvelles et de feuillets d'information, la défense des droits des musulmans au Québec, une salle de lecture et une librairie, ainsi que la coordination des activités religieuses dans les établissements carcéraux (Services correctionnels du Canada). Si la plupart de ces services s'adressent à la communauté musulmane de la région, un autre volet de l'activité du Centre vise plutôt la communauté extérieure, soit le volet d'information et de propagation de l'islam. Le Centre islamique du Québec participe à cet effort de dissémination de l'islam en visitant les résidents des quartiers environnants et en établissant une bibliothèque éducative sur l'islam.

La communauté qui fréquente le Centre islamique du Québec se caractérise avant tout par sa diversité; elle est issue de plusieurs pays, parle de nombreuses langues et provient de traditions culturelles variées. Les activités du Centre sont d'ailleurs

conduites en plusieurs langues, dont l'anglais, l'ourdou, et l'arabe. Fondée par des membres d'origine sud-asiatique (Inde, Pakistan) et moyen-orientale (notamment égyptienne), la clientèle de la mosquée se transforme progressivement avec l'arrivée d'importants contingents d'immigrants en provenance du Maghreb (Maroc et Algérie principalement). Enfin, lors des jours de fête ou le vendredi après-midi, jour de prière communautaire, le Centre peut accueillir jusqu'à 800 personnes, ce qui exige que la prière s'effectue en deux séances successives afin que tous puissent participer.

6.1.1 Présentation du dossier urbanistique (voir table 6.2)

Le Centre islamique du Québec a été fondé en 1965 et installé dans un bungalow modeste en 1967. Après un premier réaménagement partiel en 1972, un réaménagement plus complet aurait été effectué au début des années 1980, alors que le service de l'urbanisme procédait à un changement de zonage pour le secteur où se situe le Centre islamique afin de régulariser et légitimer la présence du lieu de culte. Le règlement adopté pour modifier le zonage du site au début des années 1980 comprenait également des plans pour un éventuel agrandissement du Centre, dont la première phase fut réalisée en 1983-1984 : il s'agissait d'agrandir l'édifice original pour permettre l'aménagement de bureaux et d'une petite bibliothèque, ainsi que de salles de toilettes additionnelles. Au début des années 1990, le Centre islamique présente au service de l'urbanisme de la Ville un deuxième projet d'agrandissement qui exigeait de nouveau un changement de zonage. Cette demande de changement a été approuvée par le conseil municipal en 1992. C'est à cette étape que l'apparence du Centre islamique adopte certains signes distinctifs associés avec la religion musulmane, telle que les fenêtres en forme d'arche et le (faux) minaret (voir figure 6.1).

Figure 6.1² Centre islamique du Québec, Saint-Laurent (en cours d'agrandissement).



(Photo : E. Sainte-Marie)

Suite à cet agrandissement, l'édifice présente une superficie de 9 000 pieds carrés et comporte une salle de prière d'environ 4 000 pieds carrés pour les hommes et un espace de prière réservé aux femmes au rez-de-chaussée. On retrouve au sous-sol quelques bureaux, une bibliothèque/salle de conférence, une librairie, une salle funéraire, des salles de bains et d'ablutions.

² Noter l'ancienne structure à gauche sur la photo.

Table 6.2 Résumé des principales étapes du développement du dossier urbanistique : Centre islamique du Québec, Saint-Laurent.

Date	Évènement
1967	Achat d'un ancien bungalow situé au 2520 Croissant Laval afin d'y installer la mosquée du Centre islamique du Québec
Été 1972	Premier réaménagement de l'édifice de la mosquée
1983-1984	Réaménagement complet et agrandissement de l'édifice de la mosquée (double de la superficie d'origine)
1992	Un troisième projet d'agrandissement est présenté au service d'urbanisme de Saint-Laurent (le projet est accepté, mais n'ira pas de l'avant faute de financement)
1997	Une nouvelle demande d'agrandissement est soumise au service d'urbanisme de Saint-Laurent (le projet est refusé)
2000	Un nouveau projet d'agrandissement est soumis au service d'urbanisme de Saint-Laurent (le projet est accepté par le Comité consultatif d'urbanisme)
Juin 2001	Un permis de construction est émis pour le projet autorisé en 2000

Une nouvelle demande d'agrandissement est soumise au service de l'aménagement de la Ville en 1997. Les aménagements prévus sont cette fois fort différents des plans acceptés par le conseil municipal en 1992, particulièrement en ce qui concerne le traitement architectural. Il s'agissait en effet d'accentuer davantage le caractère « musulman » de l'édifice, de même que d'agrandir de nouveau et substantiellement la mosquée. Toutefois, la zone dans laquelle se situe cette dernière est assujettie à un

Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA)³; ceci implique que tout projet doit faire l'objet d'une évaluation qualitative permettant à la municipalité d'assurer la qualité de l'implantation et de l'intégration architecturale tout en tenant compte des particularités de chaque situation. Le projet est refusé par le Comité consultatif d'urbanisme pour des raisons se rapportant à l'intégration architecturale du bâtiment à l'environnement construit.

En 2000-2001, une quatrième ronde de démarches est entamée auprès de la municipalité de Saint-Laurent afin de faire accepter un nouveau projet d'agrandissement en lieu de celui qui avait été refusé en 1997. D'après le service de l'urbanisme, il s'agissait de changements relativement mineurs par rapport aux plans originaux approuvés en 1992, dans la mesure où l'implantation au sol demeurait la même et que les modifications proposées portaient surtout sur le traitement architectural du bâtiment. Ces modifications tiennent par ailleurs compte des commentaires formulés par le Comité consultatif d'urbanisme en 1997 au sujet de l'intégration architecturale. Il n'a donc pas été nécessaire d'effectuer un changement au niveau réglementaire, c'est-à-dire de procéder en bonne et due forme à un changement de zonage.

La première phase du projet proposé vise l'ajout de deux étages supplémentaires au bâtiment actuel; cette partie du projet est d'ailleurs acceptée par le conseil municipal (voir figure 6.3). Cette nouvelle version du projet d'agrandissement a été soumise aux exigences du CCU en matière du PIIA (le Plan d'implantation et d'intégration architecturale, qui implique la présentation en séance publique du projet aux membres du CCU). Le projet a aussi requis quelques dérogations mineures, accordées sans problème et sans assemblée publique par le CCU. Ces dérogations mineures s'appliquent à des détails d'aménagement, comme par exemple l'utilisation des espaces sous les escaliers intérieurs pour y aménager des toilettes. Des négociations ont néanmoins été nécessaires entre les représentants du Centre islamique et les instances politiques de la Ville pour que le projet soit finalement accepté et que le permis de construction puisse être émis en juin 2001. Au total, le projet accepté en 2001

³ D'après nos entretiens, la zone dans laquelle se situe la mosquée avait été assujettie à un PIIA lors du changement de zonage initial afin que le conseil municipal puisse conserver un droit de

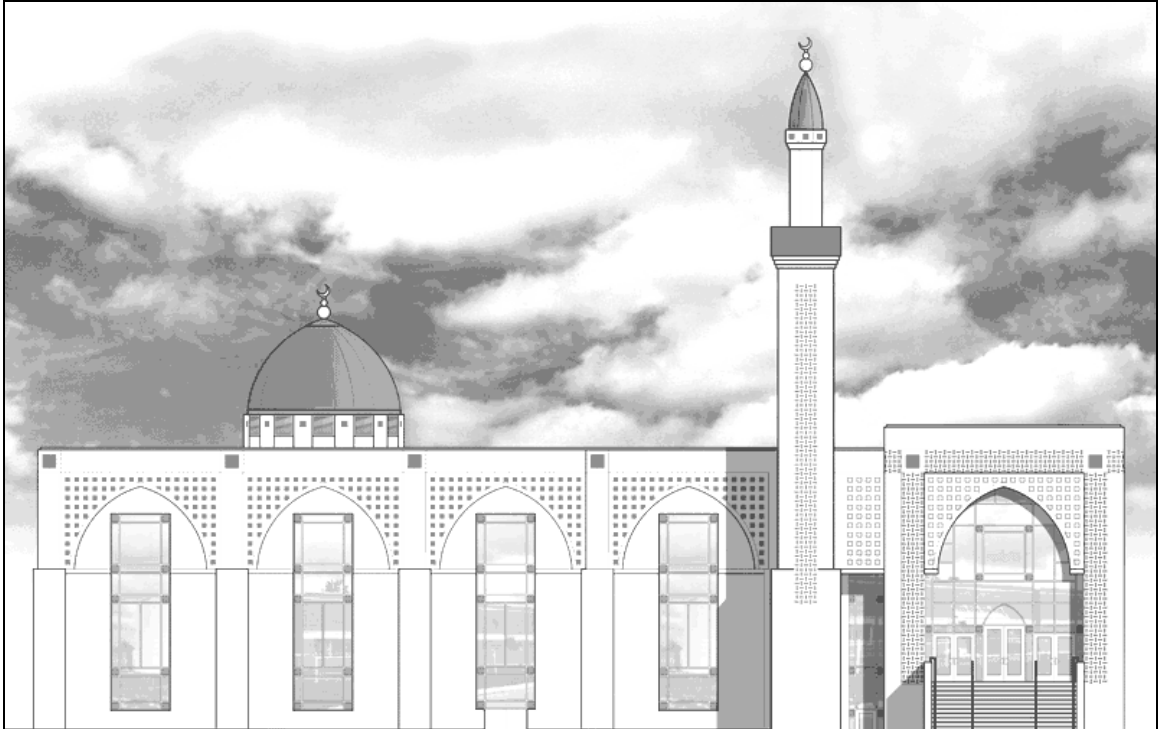
permettra à la mosquée d'agrandir ses locaux jusqu'à près de 24 000 pieds carrés. Comme l'illustre la figure 6.2, la nouvelle mosquée est beaucoup plus imposante que l'ancienne (voir figure 6.1) et, bien qu'elle présente plusieurs éléments typiquement associés à la religion musulmane (dont le seul minaret de la région montréalaise), la facture architecturale du projet demeure sobre.

À plus long terme, le Centre islamique se donnait aussi comme objectif de racheter l'édifice abritant actuellement le motel Pierre avoisinant et d'intégrer cette structure à l'édifice de la mosquée. Lorsque ces deux phases d'agrandissement auront été complétées, le Centre islamique pourra étendre la gamme d'activités offertes à sa communauté pour inclure une école, un centre pour la *Da'wah* (c'est-à-dire la propagation de la foi) et la promotion des études islamiques, une nouvelle bibliothèque, une *madrassa* (école islamique), un gymnase pour les activités sportives, un mini marché, plus d'espaces à bureaux, ainsi que des places additionnelles de stationnement. Les responsables du Centre estiment que la première phase du projet (ajout d'un deuxième et d'un troisième étage) coûtera quelque 6, 6 millions de dollars, alors que la seconde phase du projet (c'est-à-dire l'incorporation du motel) devrait coûter environ 4,5 millions de plus. En tout et pour tout, la superficie du nouveau Centre islamique devrait alors atteindre quelque 80 000 pieds carrés. Rappelons toutefois que cette deuxième phase d'expansion n'a pas encore été approuvée par la municipalité et que l'acquisition des bâtiments du motel Pierre reste à faire.

Ayant exposé les principales étapes du développement de ce dossier, on en retient que les négociations entre les représentants du Centre islamique et ceux de la municipalité se sont déroulées sans trop d'anicroches. Les négociations ont porté principalement sur la visibilité du projet et sur la question de l'exemption de taxes pour les lieux de culte, le tout avec un minimum de démarches formelles ou publiques. Or on peut se demander quels sont les éléments qui, justement, ont favorisé l'atteinte d'un compromis dans ce cas d'aménagement. Avant d'aborder les positions respectives des acteurs sociaux impliqués dans ce dossier à la section 1.4, nous présenterons tout d'abord quelques

éléments contextuels qui nous semblent pertinents pour comprendre les dynamiques sociales et politiques locales.

Figure 6.2 Illustration du projet d'agrandissement soumis en 2000-20001, Centre islamique du Québec, Saint-Laurent.



(Illustration : Le Centre islamique du Québec, www.icqmontreal.com)

6.1.2 Éléments contextuels et milieu local

Saint-Laurent n'est pas une banlieue ordinaire : deuxième ville industrielle en importance au Québec, Saint-Laurent compte en 2001 un total de 77 391 habitants, ce qui en fait l'une des plus importantes municipalités de l'île de Montréal en termes de population. Ce rôle résidentiel se double d'une fonction économique indéniable tant à l'échelle de la région montréalaise que québécoise : en 1996, les entreprises de la ville généraient plus de 110 000 emplois, ce qui représente 10% du total des emplois montréalais (Ville de Montréal, 2004). Le secteur de l'industrie manufacturière y est particulièrement bien implanté et représente près de 40% des emplois de la municipalité. Saint-Laurent est également le foyer québécois de l'industrie aéronautique et de la haute technologie, ce qui contribue substantiellement à son succès économique.

6.1.2.1 Caractéristiques démographiques et urbaines⁴

De toutes les municipalités de l'île, Saint-Laurent représente la banlieue multiethnique par excellence : elle compte proportionnellement le plus d'immigrants, qui représentent la moitié (49%) de sa population totale en 2001 (en contraste avec Montréal, avec 28%). Les principaux pays de naissance de ces immigrants sont : le Liban, l'Égypte, et le Maroc, où sont nés près du tiers des immigrants de Saint-Laurent. Environ 20% de la population se compose de nouveaux immigrants⁵, principalement issus du Liban, de l'Algérie et du Sri Lanka. Enfin, la municipalité compte aussi une forte proportion de personnes appartenant au groupe des minorités visibles, et celles-ci représentent d'après le dernier recensement près de 40% de la population totale de la municipalité. Plus du quart de ces personnes s'identifient comme Arabe et le tiers comme Asiatique⁶. Cette diversité des origines ne se limite pas aux immigrants de première génération, et plus de la moitié des Laurentiens déclarent des origines culturelles autres que française, anglaise, canadienne, québécoise et autochtone. Les principales origines ethniques déclarées sont les origines ethniques libanaise, juive, chinoise et grecque. Du point de vue des langues, le français est parlé à la maison par environ 40% des résidents de la municipalité, alors que les anglophones et les allophones comptent pour près du tiers chacun.

L'appartenance religieuse est une autre dimension de la diversité qui nous intéresse particulièrement dans le cadre de cette étude. À ce chapitre, 42% des résidents de Saint-Laurent déclarent en 2001 une appartenance religieuse catholique. Les juifs et les musulmans forment des minorités significatives, avec respectivement 11% et 10% de la population totale.

Le Centre islamique du Québec se situe dans un secteur urbain semi enclavé par le boulevard Laurentien et la voie de chemin de fer du train de banlieue. Le secteur se trouve à la limite d'un quartier résidentiel modeste et ses voisins sont un centre

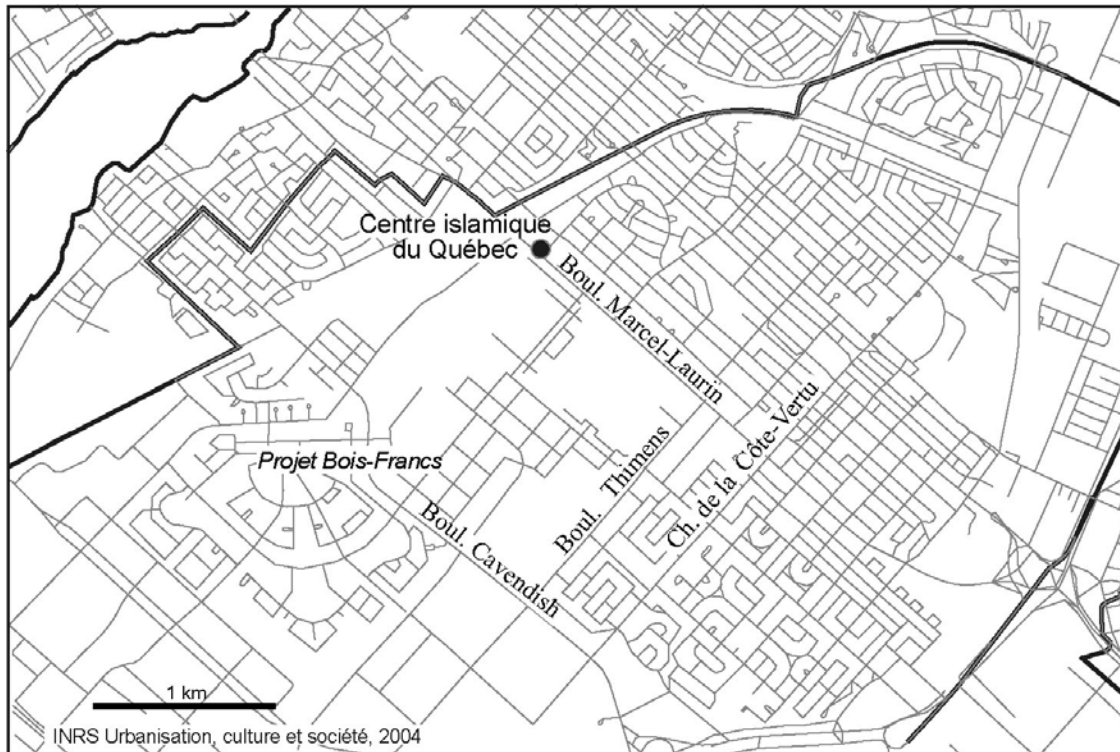
⁴ Les données présentées ici sont tirées du recensement de la population, Statistique Canada, 2001. Voir aussi le tableau des caractéristiques socioéconomiques du quartier à l'étude à l'appendice 2.

⁵ C'est-à-dire admis au Canada au cours des cinq dernières années.

commercial de taille moyenne (Les Galeries Saint-Laurent) ainsi qu'un motel d'une centaine d'unités (le motel Pierre) (voir carte 6.2). Le voisinage de la mosquée est fortement multiethnique; le quartier Norgate adjacent est d'ailleurs l'un de ceux qui présente le plus grand nombre d'immigrants de la municipalité, principalement en raison de la présence d'une importante communauté de réfugiés indochinois arrivés au début des années 1980 (Charbonneau, 1995). En 2001, dans le voisinage immédiat de la mosquée, les immigrants comptaient pour 48% de l'ensemble des résidants. Les principaux pays de naissance des résidants étaient la Chine, le Cambodge, et le Pakistan. On retrouve aussi dans le voisinage des personnes nées dans une trentaine d'autres pays (en plus de celles nées au Canada). Cette diversité des origines s'accompagne d'une forte proportion d'allophones : les personnes parlant une langue autre que l'anglais ou le français à la maison représentent 34% de la population. Du point de vue des caractéristiques religieuses, les données du recensement de 2001 indiquent que les catholiques comptent pour près de 36% de la population totale. Les musulmans représentent 19% des résidants du secteur; cette population aurait donc presque triplé depuis 1991 (6,5% de la population totale). Fait à noter, les musulmans sont donc deux fois plus présents dans ce secteur que dans l'ensemble de la municipalité⁷.

⁶ Comprend les catégories chinoise et asiatique du Sud-Est.

⁷ Ce secteur n'est pas celui qui compte le plus de musulmans en termes absolus, ni même la plus forte proportion de musulmans au sein de sa population.

Carte 6.2 Localisation du Centre islamique du Québec, Saint-Laurent.

6.1.2.2 Dynamiques territoriales

De manière générale, la diversité culturelle est présente, à différents degrés certes, dans l'ensemble des secteurs urbains de la municipalité, avec quelques concentrations plus prononcées dans certains quartiers. Il s'agit en particulier des secteurs Chameran, qui présente une forte concentration d'immigrants originaires du Liban, et Norgate, où l'on retrouve principalement des immigrants originaires de l'Asie (Charbonneau, 1995). Un autre secteur, situé dans le sud-ouest de la municipalité, comporte une proportion importante de personnes déclarant une appartenance à la religion juive. On retrouve aussi à Saint-Laurent des secteurs plus franchement multiethniques, c'est-à-dire où les origines et les pays de naissance sont très variés et où l'on retrouve à la fois des immigrants et des personnes issus des groupes majoritaires « de souche ». Essentiellement, la diversité culturelle fait partie de l'expérience quotidienne de la très grande majorité des Laurentiens, qu'ils soient nés ici ou ailleurs; les caractéristiques culturelles (origine, appartenance religieuse, etc.) se reflètent également dans la structuration de l'espace résidentiel. Cette situation n'est pas typique pour une banlieue

où, de manière générale, l'espace résidentiel s'organise essentiellement en fonction de critères socio-économiques.

Malgré sa très grande diversité culturelle, la plupart des intervenants à qui nous avons parlé affirment qu'il règne dans la municipalité un climat pacifique et une certaine harmonie entre les groupes. Certains intervenants soulignent toutefois que les tensions sont inévitables au sein d'une population aussi diversifiée, particulièrement chez les populations immigrantes en provenance de régions où sévissent la guerre et l'instabilité politique :

« Oui, il y en a [des tensions], pour deux principales raisons : les deux principales c'est la société de souche et les immigrants, chacun voulant avoir sa place; [...] Mais il y a également dans Saint-Laurent des communautés qui traditionnellement, dans leurs pays d'origine, étaient en guerre, et qui arrivés ici entretiennent, consciemment ou pas, ces animosités-là ou ces vieilles rancunes » (élu municipal, octobre 2000).

Ces tensions ont tendance à se manifester dans des secteurs particuliers de la municipalité où sont concentrés des groupes de population issue d'Afrique ou du Moyen-Orient, ainsi que dans les secteurs de plus grande pauvreté.

La municipalité de Saint-Laurent compte déjà un nombre important de lieux de culte, particulièrement ceux appartenant à des communautés ethniques. Les données officielles du service d'urbanisme de la municipalité comptaient 27 lieux de culte en 2000; nos propres données indiquent qu'il y en aurait un peu plus, soit environ une trentaine. De l'ensemble des lieux de culte, la majorité sont des temples et églises chrétiennes; une dizaine (soit le tiers) de ces lieux de culte (chrétiens ou non) sont associés à des communautés ethniques et/ou immigrantes. Parmi les lieux de culte minoritaires, ce sont les synagogues juives, au nombre de quatre, qui sont les plus nombreuses. Ces lieux de culte minoritaires sont relativement dispersés sur le territoire de la municipalité et reflètent en grande partie la répartition spatiale des groupes ethnoreligieux qui les fréquentent. Notons à cet égard que, considérant qu'elle possédait suffisamment de lieux de culte sur son territoire, dont plusieurs à vocation régionale, Saint-Laurent a adopté un moratoire administratif sur l'étude de toute nouvelle demande de lieu de culte.

Du point de vue de son inscription dans l'espace, le caractère multiethnique du secteur autour de la mosquée se traduit de façon assez nette dans l'espace commercial de cette partie de Saint-Laurent, tant dans la présentation des commerces (affichage, produits, origine des commerçants, etc.) que dans les caractéristiques de la clientèle qui les fréquente. Par contre, le marquage ethnique est peu présent dans les espaces résidentiels de notre secteur d'étude; d'une part, plus de la moitié des logements sont situés dans des immeubles à appartement, ce qui favorise peu l'appropriation et le marquage extérieur. Ce parc de logement (dont des immeubles à appartements à coût relativement modique) exerce toutefois un attrait pour les musulmans de par sa proximité d'avec le Centre islamique. Du côté des maisons individuelles, quelques signes extérieurs plutôt rares trahissent les origines culturelles des résidents : par exemple, une personne propriétaire de sa maison et originaire de l'Asie du Sud-est nous explique qu'elle a agrémenté la clôture de bois qui donne sur le devant de sa maison de formes et de motifs asiatiques. Elle souligne toutefois que la conformité est la norme dans ce secteur résidentiel et que de tels efforts de personnalisation ne sont pas toujours bienvenus, si l'on se fie aux commentaires de certains riverains.

De nombreux petits commerces se retrouvent sur l'avenue Poirier, quelques rues au sud de notre secteur, entre les rues Patricia et Grenet. Environ la moitié des établissements commerciaux présents abritent des commerces ethniques (surtout des restaurants et des magasins d'alimentation), dont bon nombre affichent leur caractère sud-est asiatique et oriental. Ces commerces desservent surtout l'important bassin local de clientèle d'origine asiatique et indochinoise (Charbonneau, 1995). Notons également que quelques commerces moyen-orientaux sont installés à proximité de la mosquée, sur les rues Oxford et Patricia. Il s'agit de petits magasins d'alimentation (épiceries et boucheries) vendant des produits *halal* et dont l'affichage comporte le plus souvent un texte en arabe. On retrouve aussi bon nombre de commerces moyen-orientaux et sud-asiatiques (encore ici principalement des commerces d'alimentation et des restaurants) sur la seule artère commerçante quasi piétonnière de Saint-Laurent, soit le boulevard Décarie autour de la station de métro Côte-Vertu.

Enfin, c'est surtout à travers la présence des résidents eux-mêmes que le caractère multiethnique du secteur se manifeste : de nombreux résidents ayant l'habitude de se déplacer à pied ou encore faire des promenades dans le secteur, on aperçoit souvent

des personnes habillées de vêtements traditionnels de l'Asie du Sud ou du Moyen-Orient, dont des femmes voilées et des hommes avec la barbe et la calotte traditionnelle musulmane. Mentionnons également que les vendredi après-midi, le centre commercial les Galeries Saint-Laurent reçoit bon nombre de personnes de la mosquée qui, après la prière communautaire, auraient l'habitude de venir boire un café ou un thé et discuter entre eux. De cette manière, le centre commercial sert de lieu de rassemblement et de sociabilité informelle au sein des musulmans qui fréquentent le Centre islamique.

6.1.3 Acteurs locaux et transactions sociales

Nous nous intéresserons dans la présente section à la position des acteurs sociaux impliqués dans cette démarche d'aménagement. À la différence des autres cas abordés dans le cadre de cette recherche, l'agrandissement du Centre islamique du Québec n'implique pas de riverains ou d'autres groupes de résidents; les négociations s'effectuent essentiellement entre les représentants de la municipalité et ceux de la communauté musulmane.

6.1.3.1 Les représentants du Centre islamique du Québec

En général, les transactions sociales qui ont pris place entre les représentants du CIQ et ceux de la municipalité de Saint-Laurent furent empreints de cordialité. La mosquée est installée au même endroit depuis la fin des années 1960 et bénéficie d'un zonage approprié à ses fonctions de lieu de culte, ce qui simplifie quelque peu les choses : il n'est pas nécessaire à chaque étape de développement de la mosquée de faire une demande de changement de zonage en bonne et due forme. Les changements proposés aux plans, puisque mineurs, peuvent être effectués par le biais de dérogations mineures ou d'une demande d'étude en PIIA, procédures qui sont administrées par le CCU. L'occupation permanente des lieux n'est donc pas remise en question et le développement du dossier s'effectue plutôt par ajustements successifs.

Du point de vue des leaders du Centre islamique, les relations avec les représentants municipaux sont très bonnes, et il y a toujours moyen de s'entendre lorsque les deux parties font preuve de bonne volonté. Les négociations ont lieu principalement avec les

élus municipaux, le rôle des représentants du service de l'urbanisme se limitant à ses aspects techniques :

« From time to time, we have a little bit of difficulty, then we go to make the meeting with the mayor, M. [X], and others... they are very understanding, and most of the time, we compromise a bit here, a bit there, and we are able to get to some form of...[agreement] » (leader musulman, juillet 2000).

Le leadership laïque de la mosquée favorise d'une certaine manière les relations avec les représentants de la municipalité : la majorité des administrateurs du Centre sont établis au Québec depuis longtemps et familiers avec le fonctionnement du système politique municipal. Un membre en particulier est très impliqué dans la communauté musulmane montréalaise et agit souvent à titre de conseiller pour l'ouverture de salles de prière dans d'autres secteurs de l'île de Montréal. Ce rôle atteste d'une certaine compétence dans les négociations avec les autorités municipales et le fonctionnement du processus d'aménagement urbain.

Le Centre islamique du Québec jouit d'une reconnaissance certaine à titre de représentant de la communauté musulmane montréalaise. Au cours des dernières années, les médias ont souvent fait appel aux représentants du Centre islamique pour commenter certains événements touchant la communauté musulmane ou pour sonder l'opinion de cette communauté sur des sujets particuliers. Il faut dire aussi que le Centre islamique, de par l'implication de certains de ces leaders, est actif dans la défense des droits des musulmans au Québec. L'ancienneté de cette institution dans la région montréalaise et l'implication de ses membres dans nombre d'autres organismes musulmans de la région (dont un organisme parapluie, le Conseil musulman montréalais, qui rassemble une quarantaine d'associations et de mosquées) contribuent également à la reconnaissance du Centre en tant qu'institution clé du réseau musulman montréalais.

Vu sa localisation à la limite d'un secteur industriel, le Centre islamique compte peu de voisins résidentiels. Ceux-ci sont les résidents de quelques immeubles à appartements de trois ou quatre étages, où vivent bon nombre d'usagers de la mosquée, au dire de nos interlocuteurs. Les autres voisins du CIQ sont des commerces, soit le motel Pierre, un restaurant et le centre commercial des Galeries Saint-Laurent. Nos entretiens

indiquent que le principal point de friction avec ces voisins concerne les problèmes de stationnement occasionnés par les voitures des usagers de la mosquée. Le problème de stationnement se pose surtout lors de la prière communautaire du vendredi midi lorsqu'un nombre important de personnes fréquentent le Centre islamique. Cette situation affecte principalement les résidents des immeubles à appartement situés sur le chemin Laval.

Encore ici, les représentants du CIQ ont misé sur le civisme et la courtoisie pour essayer de trouver une solution à ce problème. Comme l'explique un représentant de la mosquée, les problèmes de stationnement périodiques font l'objet d'efforts de la part de la direction afin de trouver une solution à l'amiable avec les principaux concernés. En plus des affiches postées à l'intérieur du Centre à ce sujet, l'imam intègre régulièrement des instructions quant au stationnement dans ses sermons afin de sensibiliser les fidèles aux problèmes occasionnés aux voisins par l'affluence de voitures le vendredi :

« [...] yes, from time to time I have to admit that on Friday we have a problem which is parking; but for that fifteen minutes, sometimes it creates a problem, but in the mosque, we try in the sermon itself, to mention to the people to help us speak to the neighbors and to help to make sure that [everything is settled smoothly]. And then if the neighbours get upset, we try to apologize for them [the mosque users] and we try to work with them, we even have the parking lot here that... Galeries Saint-Laurent, we work with them, we went there, we made meetings, we tried to solve the problem together. With Ville Saint-Laurent, we got the people to put signs, for Friday... a sign that you cannot park here, in case of fire [...] some of these things we always try to...to work it out. » (dirigeant, CIQ, juillet 2000).

Mais il ajoute aussi que la plupart des prières quotidiennes se déroulent à des heures particulières, soit très tôt le matin ou très tard en soirée, et que plusieurs fidèles demeurent à distance de marche du Centre afin de pouvoir assister aux offices sans devoir prendre leur voiture. Le Centre islamique dessert un bassin de fidèles d'envergure plus régionale que locale, qui s'étend en fait jusque dans l'ouest de l'île de Montréal. Ce rayonnement régional implique toutefois qu'un certain nombre de fidèles n'ont pas d'autre choix que d'utiliser leur voiture pour participer aux offices du CIQ. Et si certaines tensions ont ponctué les relations entre les usagers du Centre islamique et les habitants des immeubles résidentiels voisins, ces querelles sont demeurées l'affaire de quelques individus et aucune manifestation collective d'insatisfaction n'a eu lieu. Les problèmes de stationnement affectent aussi les riverains commerciaux, dont notamment

le restaurant et le centre commercial des Galeries Saint-Laurent. Encore ici, les leaders du CIQ ont usé de diplomatie pour trouver une solution acceptable. On insiste sur l'importance de la politesse et de la civilité dans les relations avec les membres de la communauté locale :

« [...] some people are quite understanding, you know, like even though the restaurant there, just in back, the owner is... Lebanese Christian, he was really understanding and he came, and he sat with us, was really, really nice, really polite, we extended the same courtesy... so, it doesn't matter where you go, there are always ways to solve the problem as long as we are using this etiquette... » (ibid.).

Pourtant, les rapports qui se développent entre les usagers du Centre islamique et l'administration des Galeries Saint-Laurent seraient empreints d'une certaine hostilité. Pour les représentants des Galeries, si les dirigeants du centre islamique se sont montrés généralement courtois et polis, il demeure que les problèmes concrets continuent de se poser avec les usagers de la mosquée, qui eux n'appliquent pas la même courtoisie à l'égard du personnel du centre commercial. Une représentante des Galeries nous explique que des mesures ont été prises pour que les usagers de la mosquée cessent d'utiliser le stationnement du centre commercial, mais sans succès. L'embauche d'un préposé au stationnement qui contrôle les allées et venues des véhicules s'est donc présentée comme un dernier recours, mais les coûts inhérents à cette solution sont à la charge de l'administration du centre commercial. Par ailleurs, cette dame relate qu'elle avait elle-même tenté de faire comprendre à certains usagers utilisant le stationnement des Galeries qu'il était interdit de le faire. Pour cette représentante, la réaction des membres de la mosquée à ce type d'intervention est généralement peu courtoise, voire insolente : on fait semblant de ne pas la voir et/ou de l'entendre, on refuse de déplacer sa voiture...

Somme toute, l'administration des Galeries dispose de peu de moyens pour faire face à ces problèmes de stationnement, et les plaintes répétées auprès de la municipalité n'ont engendré aucun résultat concret; les frais imputables à l'adoption d'autres mesures doivent être assumées par l'administration des Galeries, ce qui limite leur marge de manœuvre. Cette situation engendre donc bien des frustrations pour l'administration du centre commercial, qui se réorganise d'ailleurs pour accueillir les installations d'un nouveau client gouvernemental. L'arrivée de ces nouveaux bureaux va entraîner la présence d'un nombre accru de véhicules, et les représentants de l'administration

craignent que l'utilisation illicite du stationnement par les usagers du CIQ risque d'empirer les problèmes actuels.

Curieusement, la question du stationnement ne se présente pas comme un enjeu significatif pour les représentants municipaux dans l'analyse du dossier d'aménagement du Centre islamique. Notons aussi que le projet d'agrandissement approuvé en 2001 comprend l'ajout de places de stationnement qui porteront le nombre total de places à 21, un nombre encore nettement insuffisant par rapport au nombre d'usagers.

6.1.3.2 Les représentants de la municipalité de Saint-Laurent

Pour les représentants de la municipalité, que ce soient les élus ou le personnel du service de l'urbanisme, l'agrandissement progressif du CIQ ne pose pas de problème particulier, dans la mesure où la mosquée bénéficie d'un zonage adapté à ses fonctions de lieu de culte; le zonage n'est donc pas un enjeu significatif. Par contre, deux éléments retiennent plus particulièrement l'attention des représentants municipaux : la visibilité du projet de même que la question des exemptions de taxes. En premier lieu, si le secteur dans lequel se situe le Centre islamique est relativement périphérique et désuet, et présente donc une faible valeur symbolique pour la municipalité, celui-ci se situe toutefois à proximité d'un développement résidentiel de prestige (le secteur Bois-Franc, dont la multinationale Bombardier est le promoteur immobilier) auquel la municipalité accorde une grande importance⁸. On peut dès lors se demander si la municipalité ne craindrait pas que la visibilité accrue de la mosquée suivant son agrandissement ne gêne certaines catégories de résidents de ce développement résidentiel prestigieux, ou encore nuise à sa mise en marché⁹.

⁸ Bombardier disposait d'un terrain de plus de 20 millions de pieds carrés laissé vacant par l'abandon de l'aéroport de Cartierville. Contigu au Nouveau Saint-Laurent, le développement du projet Bois-Franc a été inauguré en 1993. Le concept de base était d'offrir aux résidents une qualité de vie exceptionnelle, grâce à la présence d'espaces verts (20 000 arbres devaient y être plantés), de nombreux plans d'eau, de squares et la proximité du centre de Montréal (Ville de Saint-Laurent, s.d.)

⁹ Notons à cet effet que le minaret faisant partie du projet d'agrandissement est visible depuis le secteur Bois-Franc.

En second lieu, si la ville de Saint-Laurent a autorisé en principe l'agrandissement de la mosquée en 1992, ses représentants cherchent néanmoins, dans le cadre de la réalisation de l'agrandissement de 2001, à négocier la superficie des aménagements qui serait admissible à l'exemption de taxes. Du point de vue des élus municipaux, ce sont des considérations économiques, et plus particulièrement fiscales, qui ont orienté les discussions avec les représentants du Centre islamique. L'objectif de cette démarche est de ne reconnaître à titre de lieu de culte que l'espace voué au culte lui-même, à l'exclusion des espaces alloués aux autres activités (de nature communautaire par exemple) afin de diminuer le manque à gagner résultant de cette exemption fiscale :

« Alors nous on devient quand même un peu plus restrictif de ce côté de là, et on le fait déjà, je pense; on le vit avec des organismes, on leur dit : démontrez-nous que vous allez utiliser ces terrains dans leur ensemble pour vos besoins... si par contre vous en utilisez seulement une partie, il serait donc juste que vous soyez exonérés uniquement pour cette partie et que les autres soient sujettes à la taxation. » (Membre du CCU, décembre 2000).

Mais, pour les représentants de la mosquée, il s'agit d'une question d'équité et ils insistent qu'ils ont droit, comme tous les autres lieux de culte, à cette exemption fiscale pour l'ensemble de leurs aménagements :

« [...] The city of Saint-Laurent claims to have been giving something like a million, a million and a half [dollars], subsidy to churches for... tax-free subsidies to churches, like they don't collect taxes from churches...[...] So they give something like a million and a half to churches and synagogues, you know, all places of worship, and so... you know, Muslims, who constitute twenty percent of tax-payers in Saint-Laurent, they are actually getting 4000\$ [à titre d'exemption fiscale]! That mosque is 4000\$ and it is the only one and it is only given... that doesn't become fair ». (Représentant, communauté musulmane, juillet 2000).

Suivant cet argument axé sur la question des droits, la réponse immédiate en cas de litige est d'en appeler devant les tribunaux, si nécessaire :

« [...] Why would you let the mosque pay taxes, and... they [la municipalité] will not confer it a charitable organization when it is; so we would not allow that, and they know it. They know that if they challenge it in court they will lose. [...] We will go ahead and we will go to court and will challenge one that will stop us from [...] fulfilling our desire to live according to our religion. We would not allow this to happen, we will fight it in elections and we will fight it in the courts. » (Ibid.)

Les représentants de la municipalité sont conscients que leur approche à la question des exemptions fiscales peut susciter des réactions, et que le débat glisse vers des questions de discrimination et d'inéquité dans le traitement des différents groupes ethnoreligieux. La Ville se montre donc prudente et cherche à négocier avec les représentants du Centre islamique plutôt que de chercher à imposer ses conditions et risquer une poursuite devant les tribunaux.

Il faut dire que, de manière générale, la question de l'aménagement des lieux de culte est très politique à Saint-Laurent, comme c'est le cas dans plusieurs municipalités de l'île de Montréal. D'après un membre du conseil municipal, cette approche sensible aux dimensions politiques est caractéristique de la philosophie de la municipalité :

« Ce n'est pas qu'on est plus fins qu'ailleurs à Saint-Laurent, mais je pense qu'il y a une culture différente, il y a une approche différente, les politiciens sont beaucoup à l'écoute ici des citoyens. Donc ils veulent demeurer attentifs, on fait beaucoup de pré-consultation des fois, dans des projets. On ne veut pas juste aller par le livre, par la loi; il y a des pré-consultations qui sont faites souvent, si le conseiller sent que ce genre de projet là peut soulever des problèmes au niveau des concitoyens. Alors ils vont rencontrer les gens, rencontrer les groupes ... » (Élu municipal, octobre 2000).

Cette « écoute » se traduit également par une flexibilité dans la position de la municipalité par rapport à certains dossiers plus sensibles. Par exemple, en dépit d'un moratoire administratif sur l'étude de toute nouvelle demande, le conseil municipal accepte généralement d'étudier les dossiers émanant de groupes capables d'insister et de convaincre les élus du bien-fondé de leur demande. À l'inverse, les groupes qui n'ont pas un ancrage suffisant ne sont pas considérés. Le témoignage qui suit à propos des démarches entreprises pour l'établissement d'un lieu de culte sikh dans cette municipalité est éloquent à cet égard :

« I contacted the City Hall in Saint-Laurent, but [...] apparently, nothing happens in the City of Saint-Laurent without the blessings of... one particular individual who was the chair of the executive committee. And... he had rejected this project and he was not interested in talking, and I tried a number of meetings and brought some people to speak to him, but he just did not want to. » (Leader communautaire sikh, septembre 2002).

Aussi la municipalité n'accorderait-elle pas la même « écoute » à tous les groupes; en effet, très peu de nouveaux lieux de culte ont été autorisés au cours des dernières années, suivant l'adoption d'un moratoire administratif au début des années 1990.

Pourtant cette question constitue un enjeu très important pour certaines communautés. Rappelons à cet effet que deux conseillers de Saint-Laurent sont soupçonnés de corruption après avoir accepté un présumé pot-de-vin de 75 000\$ en échange de leur accord pour un changement de zonage qui aurait permis la construction d'une église et d'un centre communautaire copte (Trottier et Benessaieh, 2002). L'Église aurait tenté par trois fois dans le passé de faire autoriser son projet sous une forme ou une autre, à différents endroits, sans succès; aussi ses représentants se seraient-ils sentis obligés d'assortir leur proposition d'un incitatif financier à l'endroit de ces deux membres du conseil municipal.

Un autre point sur lequel les représentants municipaux ont négocié est le traitement architectural de l'édifice. Nous avons vu que le secteur où se situe la mosquée est régi par un PIIA, ce qui confère au CCU un plus grand contrôle sur les caractéristiques esthétiques du projet. Un membre du CCU nous explique une des raisons pour laquelle la version du projet proposée en 1997 avait été refusée :

« Les changements proposés, architecturaux en quelque sorte, on jugeait qu'ils étaient peut-être un peu trop... comment je peux qualifier ça... un peu trop avant-gardiste, ça sortait un peu des normes habituelles ou conventionnelles, et on avait un peu peur que ce genre de chose puisse contrarier les citoyens aux alentours, qui devraient s'opposer, parce qu'automatiquement il s'agit d'un changement zonage quand on change les plans. Comme on change les plans... donc on s'est dit, ça peut créer de la contrariété, de l'opposition à ça, et puis de toutes les façons, l'architecture qu'on nous propose... n'est pas acceptable, donc on a dit non. » (Membre du CCU, décembre 2000)

Le dossier de demande dans le cadre du PIIA comprend une présentation du projet en assemblée publique du CCU (un avis est publié dans le journal local à cet effet), mais très peu de citoyens se sont présentés à la séance, et il n'y a pas eu d'objection de la part des riverains. La plupart des transactions concernant le traitement architectural se sont donc déroulées plus ou moins à huis clos, c'est-à-dire entre les élus ou entre les élus et les représentants de la mosquée. Il faut dire que le projet d'agrandissement de la mosquée a des visées autres que fonctionnelles, c'est-à-dire du point de vue de l'augmentation de surface de l'édifice; il s'agit aussi d'une manifestation tangible de l'affirmation identitaire de la communauté musulmane montréalaise. Rappelons en effet qu'une fois le projet réalisé, le Centre islamique du Québec comptera la plus grande et la seule mosquée construite à cette fin dans l'ensemble du Québec. Le projet comporte

donc une dimension symbolique importante, tant du point de vue de la communauté musulmane que de celle de la municipalité. Car si les représentants municipaux ont en quelque sorte dû se résoudre à devenir la première municipalité du Québec à accueillir une véritable mosquée, le conseil municipal a quand même tenu à s'assurer que l'architecture de la mosquée ne se présente pas comme une signe « ostentatoire » de l'identité collective musulmane. Aussi un premier projet d'agrandissement avait-il été refusé parce que son architecture était trop marquée, alors que la seconde version du projet est beaucoup plus sobre de facture, comme l'illustre la figure 6.3.

Pour résumer, le Centre islamique a joui de certains avantages dans ses négociations avec la Ville. Le poids démographique des musulmans dans la municipalité (près de 10% de la population totale) n'est sans doute pas étranger à l'ouverture des représentants municipaux à négocier avec la mosquée au sujet de son agrandissement. Les dirigeants du Centre islamique ont aussi compris et accepté les règles du jeu politique particulières à Saint-Laurent, et ont été reconnus comme des interlocuteurs légitimes et représentatifs par les autorités municipales. Les « perdants » au jeu sont probablement ceux qui trouvent à se plaindre de l'agrandissement de la mosquée, notamment les administrateurs du centre commercial les Galeries Saint-Laurent, qui n'ont pas eu leur mot à dire au sujet du projet. Sensibles aux dimensions politiques de ce dossier, les représentants municipaux le traitent donc avec soin et tentent aussi de minimiser les démarches formelles (par exemple, un changement de zonage). Nous avons vu en effet que l'agrandissement du Centre avait été autorisé en principe en 1992, et que les démarches subséquentes pour faire approuver de nouveaux plans se sont déroulées principalement avec les membres du CCU et avec un minimum de publicité. Sachant qu'elle ne peut plus retourner en arrière et remettre en question la présence de la mosquée, la Ville intervient donc surtout au niveau de la négociation des aspects pragmatiques du projet, notamment en ce qui concerne les exemptions fiscales et le traitement architectural de la mosquée agrandie. On peut penser que les représentants de la Ville ont aussi cherché à exercer un certain contrôle en ce qui concerne la visibilité du projet, notamment dans le contexte de la proximité de la mosquée d'un développement résidentiel de prestige.

Avant de revenir sur les enjeux se dégageant de ce dossier d'aménagement, nous allons présenter à la prochaine section notre second cas d'aménagement de lieu de culte musulman, soit celui de la mosquée de Pierrefonds.

6.2 La mosquée Makkah-al-Mukarammah de Pierrefonds

La mosquée Makkah-al-Mukarammah (en arabe, 'Mosquée de la Sainte Mecque') est le plus ancien lieu de culte musulman de l'ouest de l'île (c'est-à-dire à l'ouest de ville Saint-Laurent). Comme c'était le cas pour la mosquée du Centre islamique du Québec, un regroupement de chefs de famille est à l'origine de sa fondation et a collectivement endossé l'hypothèque. Installée depuis la fin des années 1980 dans un ancien bungalow du boulevard Gouin, sa clientèle, essentiellement sunnite, se compose surtout d'immigrants pour qui Pierrefonds et ses environs représentent une seconde (ou troisième) étape dans leur trajectoire résidentielle au Canada. Ses usagers réguliers sont principalement d'origine indo-pakistanaise et moyen-orientale. La mosquée compterait un membership assez fluide, avec une participation variable pouvant atteindre de 200 à 300 personnes lors des prières communautaires du vendredi midi et des activités communautaires du dimanche.

Malgré son nom, la mosquée Makkah est en fait plus une salle de prière qu'une véritable mosquée-centre communautaire; c'est toutefois l'objectif du projet d'agrandissement étudié dans le cadre cette recherche que d'élargir la gamme d'activités et de services offerts par celle-ci.

Figure 6.3 Mosquée Makkah-al-Mukarammah, Pierrefonds.



(Photo : E. Sainte-Marie)

6.2.1 Présentation du dossier urbanistique (voir table 6.3)

Pendant plusieurs années, la mosquée a opéré sans problème apparent dans l'ancien bungalow sommairement réaménagé pour servir de lieu de prière et de rassemblement. Nos entretiens avec des représentants de la Ville révèlent que l'ancien règlement de zonage n'interdisait pas l'établissement d'un lieu de culte en zone résidentielle lorsque la mosquée s'est installée à cet endroit en 1988. Les représentants de la mosquée avaient donc demandé un changement de zonage qui avait été accordé sans problème. Au fil des ans et avec le développement du membership de la mosquée, le bâtiment, faute de place, a de plus en plus de difficulté à accueillir les fidèles désirant participer aux offices et aux activités offertes la fin de semaine. Aussi, à partir du milieu des années 1990, les dirigeants commencent-ils à envisager différentes options pour remédier à ce problème d'espace.

Table 6.3 Résumé des principales étapes du développement du dossier urbanistique : Mosquée Makkah, Pierrefonds.

Date	Évènement
1988	La mosquée Makkah s'installe au 11900 boulevard Gouin ouest
Septembre 1999	Afin de pouvoir agrandir l'édifice actuel, la communauté musulmane dépose une offre d'achat pour des terrains résidentiels adjacents à la mosquée (la demande est refusée par la municipalité)
Octobre 1999	La communauté musulmane fait l'achat de deux terrains vacants afin de les convertir en espaces de stationnement en vue de répondre aux exigences de la municipalité quant au projet d'agrandissement de la mosquée. Le Comité consultatif d'urbanisme (CCU), après un premier refus, accepte le changement de zonage qui permettra l'aménagement des aires de stationnement en juillet 2000
Novembre 1999	Les dirigeants de la mosquée Makkah présentent un projet d'agrandissement sur le même site; le projet est discuté en assemblée publique du CCU de Pierrefonds. Une étude technique est commandée à un expert externe pour évaluer l'impact du projet sur la circulation dans le secteur
Décembre 1999- janvier 2000	Rencontres entre les représentants de la mosquée et ceux du CCU de Pierrefonds
Février 2000	Le projet d'agrandissement de la mosquée est accepté par le CCU et soumis pour approbation au conseil municipal
Mars 2000	Le projet d'agrandissement est refusé par le conseil municipal
Mai 2002	Un nouveau projet d'agrandissement est accepté par le CCU de Pierrefonds et soumis pour approbation au conseil municipal
Août 2002	Le conseil d'arrondissement refuse la dérogation mineure qui aurait permis de débiter les travaux de démolition/reconstruction pour des raisons de sécurité et de problèmes de stationnement

Une première ronde de démarches en vue d'agrandir la mosquée Makkah s'amorce à l'automne 1999. Dans un premier temps, afin de pouvoir agrandir la mosquée existante, ses responsables envisagent l'achat de terrains résidentiels non construits situés

immédiatement au sud de la mosquée, dans un développement résidentiel bordé par la rue Athéna. Les requérants déposent une première offre d'achat pour ces terrains et s'adressent à la municipalité pour s'assurer qu'un éventuel changement de zonage serait possible afin de convertir ces terrains à des usages culturels. Cette première demande est catégoriquement refusée en septembre 1999 par le Comité consultatif d'urbanisme (CCU), étant donné l'incompatibilité des usages culturels de la mosquée avec ceux de l'environnement résidentiel. Les terrains en question faisaient aussi partie d'un développement résidentiel projeté que la Ville ne semblait pas avoir l'intention de compromettre en y permettant le « débordement » de la mosquée.

Face à ce refus, les dirigeants de la mosquée ont ensuite envisagé l'achat d'un terrain résidentiel situé immédiatement à l'est de la mosquée, qui appartient à un musulman qui fréquente à l'occasion la mosquée. Le service de l'urbanisme s'est dit disposé à considérer un changement de zonage pour ce terrain si le voisin consentait à vendre sa propriété à cette fin. L'achat de la maison et du terrain adjacent aurait permis aux membres de la mosquée d'utiliser la maison comme lieu de rencontre provisoire pendant la démolition/reconstruction de la mosquée. Dans un second temps, une fois la mosquée reconstruite, ils auraient pu récupérer le nouveau terrain pour la seconde étape de l'agrandissement. Étant donné que le voisin en question refuse de vendre sa propriété, la mosquée devra être reconstruite sur le même site, ce qui limite la mesure dans laquelle on pourra agrandir les installations.

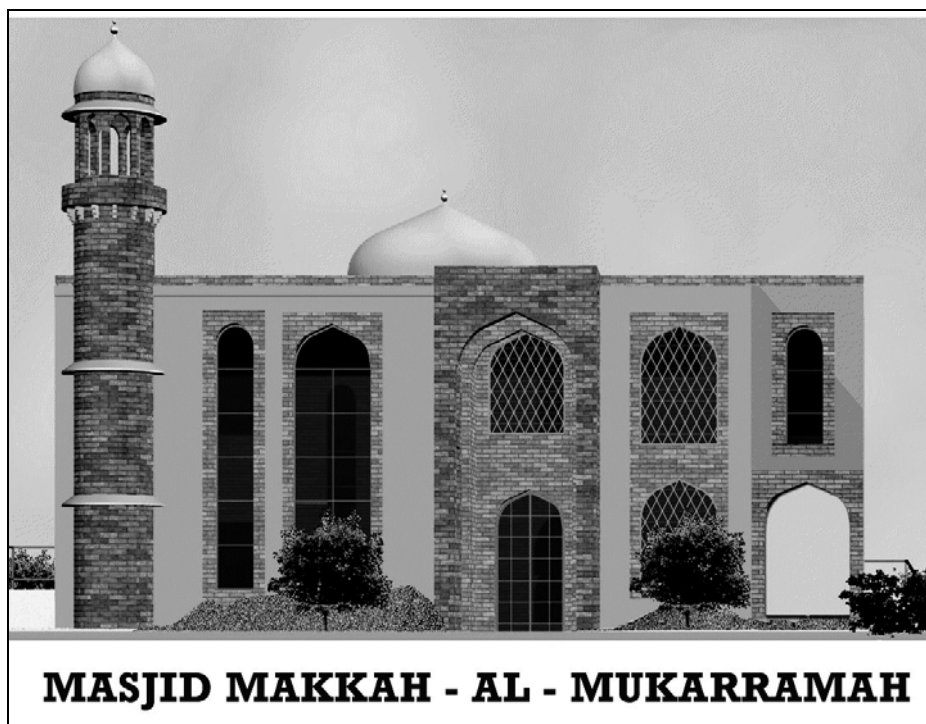
Du point de vue du service de l'urbanisme de la ville de Pierrefonds, le projet d'agrandissement de la mosquée présente dès le départ un problème majeur : il s'agit de la non-conformité du bâtiment avec les normes de sécurité prescrites par le Code national du bâtiment pour un édifice d'usage public. Tout agrandissement du bâtiment demeure donc conditionnel à sa mise aux normes, ce qui implique un investissement financier substantiel et ce, indépendamment de l'augmentation de la superficie du bâtiment. Deux autres rencontres ont lieu avec le CCU en décembre 1999 et en janvier 2000 afin que les représentants de la mosquée, le personnel du Service d'urbanisme et les membres du CCU puissent discuter du projet.

Pour les membres du CCU, un second problème se pose par rapport au stationnement; en effet, les résidents du secteur avaient déjà fait part au service d'urbanisme de la Ville

de leur mécontentement quant au « débordement » des voitures des usagers de la mosquée dans les rues avoisinantes et leur utilisation des places de stationnement des commerces situés à proximité. Suivant la recommandation formulée lors de la réunion publique du CCU en novembre 1999, un expert externe avait été mandaté pour préparer une étude d'impact de l'agrandissement de la mosquée sur la circulation locale et le stationnement dans les rues avoisinantes (Roche Deluc, 2000). Les conclusions de l'étude technique concernant l'augmentation potentielle de la circulation automobile et des problèmes de stationnement en cas d'agrandissement de la mosquée ne prédisent en fait qu'un impact minime sur l'environnement local.

Dans la foulée de ces négociations, il devient rapidement clair que les représentants de la mosquée doivent envisager l'agrandissement de la mosquée sur le même site, étant donné que le voisin refuse de vendre et qu'aucun autre terrain adjacent n'est disponible. Des mesures sont prises par les dirigeants de la mosquée pour répondre aux préoccupations exprimées par le CCU, dont le problème du stationnement : quelque 200 000\$ sont alors déboursés pour acheter deux terrains situés à quelques centaines de mètres de la mosquée afin d'y aménager une quarantaine de places de stationnement (ce qui aurait porté à 60 le nombre des places de stationnement dont disposerait la mosquée après les travaux de réaménagement). Une proposition à l'effet de convertir ces terrains en espaces de stationnement est examinée par le CCU en octobre 1999. Après un premier refus, la Ville autorise finalement le changement de zonage en juillet 2000, permettant ainsi à ses propriétaires de l'utiliser en tant que parc de stationnement. D'après les représentants de la mosquée, la Ville se serait alors engagée à réévaluer le projet d'agrandissement une fois réglé ce problème de stationnement.

Figure 6.4 **Projet de reconstruction, mosquée Makkah-al-Mukarammah, Pierrefonds.**



(Source : www.masjidmakkah-al-mukarramah.com)

Entre-temps, une nouvelle version du projet avait été présentée par le comité d'agrandissement de la mosquée afin de résoudre les problèmes de sécurité soulevés par le Service de l'urbanisme. Cette version du projet comprend un nouveau bâtiment érigé sur l'emplacement du bâtiment actuel (qui devait être démoli) et dont les caractéristiques reflètent les commentaires et critiques formulées par le CCU. Ce nouvel édifice se veut mieux adapté aux usages propres à un lieu de culte, et permettrait l'accueil d'un maximum de 350 personnes.

À l'issue de cette deuxième ronde de négociations, le CCU finit par émettre une recommandation positive pour le projet en février 2000. Toutefois, cette recommandation est conditionnelle à ce qu'une entente soit prise avec le centre commercial adjacent pour que des places de stationnement additionnelles puissent être louées lors des prières communautaires du vendredi et lors des fêtes spéciales. Or, le projet d'agrandissement recommandé par le CCU se voit par la suite refusé par le conseil municipal à sa séance du 13 mars 2000. Les membres du conseil n'ont pas avancé de raison particulière pour expliquer leur refus, bien que plus tard dans les médias les représentants municipaux attribuent cette réponse négative aux problèmes

récurrents de stationnement pour lesquels, à leur avis, une solution acceptable n'avait pas encore été trouvée.

Il faut attendre près d'un an, soit au printemps 2002, avant que ne débute une troisième ronde de négociations entre les représentants de la mosquée et le nouveau conseil d'arrondissement de Pierrefonds-Senneville, mis en place suite aux fusions municipales¹⁰. Entre-temps, un groupe ad hoc de résidants des secteurs environnants se mobilise afin de manifester leur opposition au projet. Cette opposition se fonde sur la perception que l'augmentation de la circulation automobile suite à l'agrandissement de la mosquée amplifierait les problèmes de sécurité et de stationnement qui affectaient déjà le secteur. Le projet proposé, d'une valeur totale de quelque 600 000\$, avait déjà été recommandé par le CCU en mai 2002. Aussi les représentants de la mosquée espèrent-ils que cette recommandation positive soit entérinée lors de l'assemblée du Conseil d'arrondissement le mois suivant. Précisons que l'objet principal de la demande se résume à l'approbation d'une dérogation mineure concernant la marge latérale du nouvel édifice : en effet, du côté du voisin qui avait refusé de vendre sa propriété à la mosquée, une distance de seulement 4,26 mètres sépare la nouvelle structure du lot adjacent, alors que les règlements municipaux stipulent que la distance minimale doit être de 10 mètres. Ce voisin se dit néanmoins prêt à accepter de cette situation et prête son appui à la démarche de la mosquée pour obtenir la dérogation mineure demandée. La décision du Conseil à ce sujet est toutefois remise à deux reprises, et c'est seulement en août 2002 que celui-ci se prononce enfin. Après délibération et des excuses de la part de l'ancien président du CCU aux représentants de la mosquée (« I am sorry my friends, but I cannot vote [in favor of] this », aurait-il déclaré selon les médias), la dérogation mineure qui aurait permis de débiter les travaux de démolition/reconstruction est refusée pour des raisons de sécurité et de problèmes de stationnement. Ce refus est mal reçu par les représentants de la mosquée, qui menacent alors de contester la décision devant les tribunaux.

¹⁰ À partir du 1^{er} janvier 2002, la Ville de Pierrefonds a été fusionnée avec la ville de Montréal; son territoire et celui de l'ex-municipalité voisine de Senneville deviennent l'arrondissement de Pierrefonds-Senneville. Son conseil municipal est donc aboli et l'arrondissement est doté d'un conseil d'arrondissement composé d'un maire et de deux conseillers (la Ville comptait auparavant 10 conseillers municipaux et un maire).

Ce résumé des principales étapes du développement de ce dossier d'aménagement met en lumière les efforts investis par la communauté musulmane, les représentants du service de l'urbanisme et le CCU pour en arriver à un projet conforme aux règlements municipaux. Or, à deux reprises, une version du projet est recommandée par le CCU au conseil municipal, qui refuse d'autoriser le projet d'agrandissement en évoquant des arguments liés au manque de places de stationnement et aux risques qu'entraînerait l'augmentation de la circulation dans le secteur suivant l'agrandissement de la mosquée. L'échec de la demande se situant au niveau politique (puisque c'est le conseil municipal qui refuse d'autoriser le projet), il y a lieu de s'intéresser aux éléments du contexte local qui puissent contribuer à expliquer la position du Conseil. Les prochaines sections évoqueront donc brièvement les principales caractéristiques du milieu local, puis la manière dont se construisent les interactions entre les acteurs sociaux impliqués dans cette controverse d'aménagement.

6.2.2 Éléments contextuels et milieu local

Constituée à partir de l'annexion progressive d'anciennes paroisses, Pierrefonds présente un tissu urbain fragmenté en plusieurs « noyaux » urbains intercalés entre les municipalités voisines. La municipalité se consolide à la fin des années 1950 avec l'exode de la ville vers les banlieues qui accompagne la construction de l'autoroute transcanadienne. Se confirme alors le rôle de banlieue-dortoir de Pierrefonds : un dicton local affirme « qu'on travaille à Dorval, qu'on fasse son shopping à Pointe-Claire, mais qu'on revienne dormir à Pierrefonds ». La ville connaît une expansion démographique particulièrement intense au début des années 1960, et continue aujourd'hui de se développer, notamment dans le secteur qui s'étend à l'ouest du boulevard Saint-Charles.

6.2.2.1 Caractéristiques démographiques et urbaines¹¹

Pierrefonds compte en 2001 environ 55 000 habitants. Il s'agit d'une banlieue relativement aisée, le revenu moyen des ménages étant de près de 61 000\$ (contre

¹¹ Voir le tableau des caractéristiques socioéconomiques du quartier à l'étude à l'appendice 2.

environ 41 000\$ de moyenne pour l'ensemble des municipalités de l'île de Montréal). Notons toutefois que la distribution géographique de la richesse est fort inégale sur le territoire de la municipalité : en effet, le secteur est de la municipalité présente un taux de faible revenu beaucoup plus élevé que l'ouest de la municipalité. La population immigrante représente en 2001 tout près du tiers (28%) de la population totale de Pierrefonds, mais seulement 3% de plus qu'en 1991. Le nombre et la proportion relative des immigrants sont donc demeurés relativement stables au cours de la dernière décennie. Ces immigrants proviennent d'un grand nombre de pays (plus d'une quarantaine), et aucune origine nationale étrangère ne compte pour plus de 3% de la population totale. Plus du quart (26%) des résidents de Pierrefonds sont issus des minorités visibles en 2001, dont les catégories les plus représentées sont : noire, sud-asiatique, et arabe. Ces données confirment donc le caractère résolument multiethnique de la population pierrefontaine.

Cette diversité s'exprime également dans le profil religieux de la population. Dans l'ensemble, la majorité est encore catholique, avec près de 60% des personnes ayant déclaré une appartenance religieuse en 2001. Parmi les autres religions représentées à Pierrefonds, l'Islam est la plus importante avec tout près de 6% de la population totale. Les protestants anglicans se présentant au second rang des religions minoritaires dans la municipalité avec 4% de la population. Pour l'Islam, ce pourcentage représente une modeste augmentation par rapport à la proportion de 1991, soit 4%, bien que le nombre absolu de musulmans ait pratiquement doublé (de 1770 à 3145). Bien que l'on retrouve plus de musulmans dans les secteurs est de la municipalité (à proximité de la mosquée), il n'y a pas lieu de parler de concentration résidentielle significative.

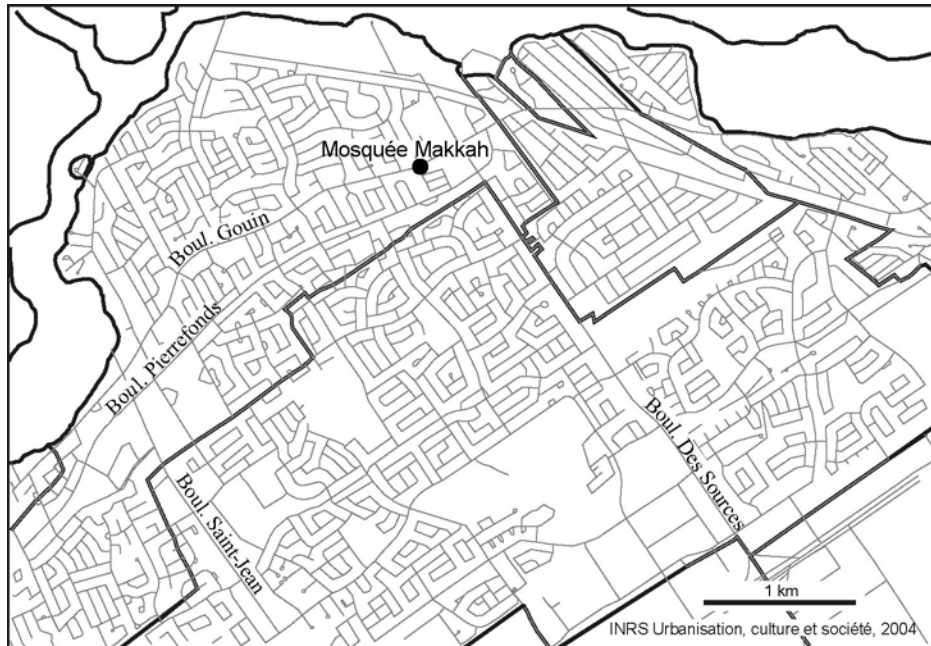
6.2.2.2 Dynamiques territoriales

Les caractéristiques socio-économiques représentent l'un des principaux éléments structurants de l'espace urbain à Pierrefonds; c'est dire que, malgré la diversité ethnoreligieuse de sa population, cette dimension ne se projette pas de manière significative dans l'espace. Par contre, la municipalité compte un nombre important de lieux de culte sur son territoire, soit une vingtaine. La majorité sont des églises catholiques et protestantes traditionnelles; Pierrefonds compte aussi plusieurs lieux de culte associés aux courants réformistes protestants. Du côté des religions minoritaires, Pierrefonds compte depuis quelques années une grande église/centre communautaire copte, qui dessert une clientèle surtout locale. La municipalité compte enfin trois lieux de culte musulmans : deux salles de prière aménagées respectivement dans un appartement résidentiel et dans un local commercial, ainsi que la mosquée Makkah du boulevard Gouin.

La mosquée Makkah se situe dans le secteur est de Pierrefonds, qui regroupe essentiellement les quartiers de la municipalité se retrouvant à l'est du boulevard Saint-Charles. Alors que les quartiers situés à l'ouest sont encore en pleine expansion (le Service d'urbanisme et de développement a émis en 2001 deux fois plus de permis de construction qu'au cours de l'année précédente pour ce secteur), la section est de la municipalité présente un cadre bâti plus ancien, sa population y est plus âgée et déclare un revenu moyen moins élevé.

Les environs de la mosquée ne présentent pas de caractéristiques particulières; il ne s'agit ni du secteur le plus pauvre, ni le plus immigrant, et son cadre bâti reflète en gros les mêmes caractéristiques que les secteurs environnants en termes de type de résidences, d'âge de construction, etc. Le long du boulevard Gouin, on retrouve quelques bungalows datant de la fin des années 1960 ainsi que quelques commerces de proximité (restaurants, crèmerie, etc.) ainsi qu'une école primaire privée. Immédiatement derrière la mosquée se situe un développement résidentiel relativement récent composé de résidences multi- et unifamiliales de classe moyenne à moyenne-supérieure.

Carte 6.3 Localisation de la mosquée Makkah, Pierrefonds.



La mosquée elle-même se démarque peu de son environnement construit, si ce n'est que par quelques signes extérieurs associés à la religion musulmane, soit l'enseigne en arabe et en anglais qui identifie le lieu comme une mosquée, un mini-dôme doré installé sur le toit ainsi qu'un croissant doré qui couronne le tout. Pour l'essentiel, la forme du bâtiment est demeurée intacte et ce sont donc surtout les symboles que nous venons de décrire ainsi que la présence de voitures stationnées un peu partout sur le terrain de la mosquée le vendredi qui trahissent son caractère institutionnel.

Ce survol rapide des caractéristiques urbaines et démographiques de la municipalité nous invite à constater que si la multiethnicité est bien réelle à Pierrefonds, celle-ci n'est pas nécessairement un élément saillant dans la géographie sociale de la municipalité. Outre les nombreux lieux de culte installés sur son territoire, on remarque peu de marquage ethnique que ce soit dans les espaces résidentiels ou même commerciaux : la diversité ethnoreligieuse est relativement absente du paysage urbain. Nous pourrions d'ailleurs conclure la même chose au sujet de la vie publique pierrefontaine, dans la mesure où la municipalité compte peu d'associations ethniques et aucune représentation politique sur le conseil municipal.

Avec ces constats en toile de fond, la prochaine section nous permettra de nous intéresser de plus près à la manière dont les échanges se construisent entre les différents acteurs sociaux.

6.2.3 Acteurs locaux et transactions sociales

La majorité des contacts entre la municipalité et les représentants de la mosquée s'effectuent par le biais du personnel du service de l'urbanisme de Pierrefonds, chargé de s'assurer de la conformité du projet d'agrandissement avec les règlements municipaux. Les transactions sociales au sujet de l'aménagement de la mosquée Makkah impliquent également des élus et des représentants des riverains de la mosquée.

6.2.3.1 Les représentants de la municipalité de Pierrefonds

Dès les premières étapes de la négociation au sujet de l'agrandissement de la mosquée, le personnel du service de l'urbanisme se positionne quant aux problèmes de sécurité qu'entraîne la tenue d'activités publiques dans la structure actuelle. Dans un rapport officiel présenté en février 2000 au directeur général de la municipalité, le responsable de l'urbanisme précise que « [...] tout agrandissement prévu à ce bâtiment demeure conditionnel à sa mise aux normes [du Code national du bâtiment] ». Cette note explique aussi qu'avant d'envisager une expansion, l'édifice actuel doit être soit démolé et remplacé par une structure neuve, ou rénové en profondeur pour répondre aux normes de sécurité du Code national du bâtiment. L'une ou l'autre de ces options implique des investissements financiers de la part de la communauté musulmane, mais sans toutefois nécessairement permettre d'y accueillir plus de fidèles.

Ce point de vue place la municipalité dans une position quelque peu inconfortable : le fait d'avoir toléré la présence de la mosquée pendant de nombreuses années dans son état actuel, c'est-à-dire dans le non-respect des normes du Code du bâtiment, a suscité des attentes auprès de la communauté musulmane. Celle-ci demande maintenant à ce que la mosquée soit reconnue à titre de lieu de culte officiel et qu'un réaménagement soit permis afin de mieux desservir les fidèles. Il faut dire qu'au départ, lorsque la municipalité avait accordé le changement de zonage permettant l'utilisation du site pour

des activités de culte, il n'était pas question d'un agrandissement éventuel. D'après les représentants de la municipalité, les gens de la mosquée leur avaient assuré que la salle de prière était vouée à un usage exclusivement local, c'est-à-dire pour desservir les fidèles habitant à proximité. On aurait aussi évoqué la construction d'une mosquée « officielle » dans la municipalité voisine de Dollard-des-Ormeaux dont le rayonnement serait plus régional et avec laquelle la mosquée de Pierrefonds s'inscrirait dans un rapport de complémentarité. Toutefois, ce projet ne sera jamais réalisé, alors que la population musulmane de Pierrefonds et des secteurs adjacents augmente substantiellement entre 1991 et 2001¹². Aussi Pierrefonds reçoit-elle plusieurs demandes de la part de communautés musulmanes pour de nouvelles salles de prière, demandes qui seront également refusées parce qu'elles ne visaient pas à desservir des résidents de la municipalité. C'est que, comme nous l'explique un fonctionnaire municipal, la municipalité se rend compte qu'elle reçoit les demandes de lieux de culte qui ont été refusées dans les villes adjacentes (Dollard-des-Ormeaux, par exemple).

D'une certaine manière, les représentants de la municipalité ont aussi l'impression de « s'être fait avoir » : en voulant se montrer accommodante à l'égard d'un groupe de résidents en leur permettant d'aménager un lieu de prière plus ou moins temporaire, ils se retrouvent coincés avec ce lieu de culte qui dérange et qui, de surcroît, cherche à s'agrandir.

Il faut dire que, du point de vue du service de l'urbanisme, les nouveaux lieux de culte sont généralement considérés comme source de problèmes; ce sont des équipements collectifs qui requièrent des aménagements particuliers, notamment du stationnement, ainsi que des démarches administratives qui impliquent le plus souvent un changement de zonage. En effet, le nouveau règlement de zonage de la Ville adopté en 1990 ne prévoit aucun espace pour de nouveaux lieux de culte, sauf dans les secteurs en développement de la municipalité, à l'ouest du boulevard Saint-Charles. Le nombre d'emplacements voués à cette fonction sera déterminé à partir de critères traditionnels, c'est-à-dire un lieu de culte par une densité prédéterminée d'habitants. Ailleurs dans la

¹² La municipalité de Dollard-des-Ormeaux refusera d'ailleurs deux autres projets de mosquée (voir notamment Germain et al., 2003 et Germain et Gagnon, 2004).

municipalité, les nouveaux lieux de culte doivent donc s'insérer dans la trame urbaine existante, ce qui pose un certain nombre de défis, surtout en milieu résidentiel. Dans une municipalité résidentielle comme celle de Pierrefonds, les riverains ont d'ailleurs très souvent tendance à contester les nouveaux développements, qu'il s'agisse de lieux de culte ou d'autres types de projets. Il est clair aussi que les dossiers d'aménagement qui suscitent une opposition de la part des riverains sont traités directement par les élus et non pas par le service de l'urbanisme. De cette manière, les considérations politiques prennent généralement plus d'importance dans ces dossiers, en contraste avec d'autres types des demandes qui, moins litigieuses, font l'objet d'un traitement plus administratif que politique. En somme, le développement d'un projet de lieu de culte représente beaucoup de travail et de démarches, qui aboutissent parfois à un refus lorsque la décision est prise au niveau politique et ce, nonobstant l'avis du service de l'urbanisme ou la recommandation du CCU.

Nous avons vu que les représentants du service de l'urbanisme ont travaillé de concert avec les représentants de la mosquée pour en arriver à un projet architectural jugé acceptable par le CCU. Toutefois, une certaine méfiance se dégage des propos du représentant du service de l'urbanisme vis-à-vis des membres de la mosquée; plusieurs personnes ont agi à titre de contact au nom du comité d'agrandissement, ce qui complique les négociations, et on constate aussi le manque d'organisation et de ressources de la petite communauté musulmane. Comme l'explique un représentant de la municipalité, toutes les demandes d'aménagement pour des lieux de culte ne présentent pas le même degré de sérieux; une demande de changement de zonage implique d'ailleurs des frais qui peuvent avoir pour effet de dissuader les groupes moins organisés : la municipalité exige des frais de 5000\$, en plus des coûts associés aux études d'impact et honoraires professionnels (architecte, ingénieur etc.) découlant du projet. Étant donné les limites des ressources humaines et matérielles, les fonctionnaires ne veulent pas « perdre leur temps » avec des groupes qui ne sont pas prêts à investir les ressources et l'énergie nécessaires.

Malgré les difficultés qui se manifestent dès le départ dans ce dossier, les représentants de la mosquée ne se laissent pas décourager et vont insister pour aller de l'avant. Mais la municipalité impose des contraintes successives au comité d'agrandissement : il s'agit au départ de la mise aux normes du bâtiment, puis de l'intégration architecturale,

du stationnement et, enfin, du problème avec la marge latérale. La position de la municipalité peut donc se résumer comme suit : la mosquée doit être reconstruite à neuf sur exactement la même superficie de terrain, sans toutefois pouvoir agrandir ses installations. De plus, les dirigeants de la mosquée doivent être en mesure de fournir des places de stationnement supplémentaires pour accueillir les voitures des fidèles ne vivant pas à distance de marche du lieu de culte. Nous avons vu que les représentants de la mosquée avaient fait l'achat à cette fin de deux terrains afin d'y aménager des places de stationnement additionnelles, et ce au coût de 200 000\$. Une fois le changement de zonage accordé pour ces terrains, les représentants municipaux reviennent sur leur décision et soutiennent que le nombre de places de stationnement n'est toujours pas suffisant. Pourtant, en vertu du règlement municipal, le lieu de culte requiert une place de stationnement par cinq fidèles; une fois les deux terrains achetés et le projet réalisé, la mosquée disposerait de 60 places de stationnement pour environ 250 fidèles, ce qui est conforme aux normes municipales.

Il faut dire que l'opposition du comité ad hoc de riverains ajoute une pression supplémentaire sur la décision du conseil municipal, qui récupère les arguments des opposants au projet concernant la sécurité des piétons et du stationnement. Suite aux représentations du comité ad hoc, les élus municipaux reviennent donc sur leur position par rapport au stationnement et refusent de permettre au projet d'aller de l'avant. En fin de compte, les autorités municipales expriment le souhait que la mosquée soit relocalisée dans un endroit plus approprié : « Nous avons suggéré de les aider à trouver un terrain plus propice qui dérangerait moins la population des alentours. On a répondu que selon leur religion, un lieu de culte une fois installé devient un lieu béni et ne se déménage pas » (La présidente de l'arrondissement Pierrefonds-Senneville citée dans René, 2002).

Il est intéressant de constater en rétrospective que, trois ans après le début des négociations, le CCU a recommandé positivement le projet à deux reprises suivant de nombreuses révisions et démarches de la part des représentants de la mosquée Makkah; pourtant, le conseil municipal refuse d'accorder l'autorisation d'agrandissement. La municipalité remet d'ailleurs à deux reprises la décision qui permettrait au comité d'agrandissement de la mosquée de débiter les travaux, une

première fois en mai et une seconde fois en juillet 2002, pour finalement aboutir à un refus.

6.2.3.2 Le Comité ad hoc d'opposition

La ville de Pierrefonds est fière des efforts qu'elle met à consulter la population en ce qui concerne l'aménagement du territoire. La municipalité est d'ailleurs l'une des premières au Québec à se doter d'un comité consultatif d'urbanisme tenant des réunions mensuelles afin d'informer ses résidants des nouveaux projets d'aménagement soumis pour étude au service de l'urbanisme. Ces assemblées publiques permettent à la municipalité de sonder l'opinion des riverains quant aux projets de développement qui lui sont soumis et d'exercer un plus grand contrôle sur l'évolution de son tissu urbain. Le comité est composé d'élus et de citoyens, dont certains sont soit d'anciens fonctionnaires municipaux ou des professionnels de l'aménagement.

Dans le cas de l'agrandissement de la mosquée du boulevard Gouin, le comité ad hoc de citoyens opposés au projet s'est formé suite à la participation des riverains aux séances du CCU depuis 1999. Deux pétitions ont été présentées à la municipalité, une première en novembre 1999 et une seconde en mai 2002. Dans ses efforts pour faire échouer le projet, le comité avait fait circuler une première pétition afin de démontrer au conseil municipal que les résidants du secteur n'acceptaient pas de subir une intensification des problèmes existants du point de vue de la circulation, du stationnement sur rue, et de la sécurité des piétons. La pétition s'accompagne de photos montrant des voitures garées de manière désordonnée le long de la voie publique afin d'illustrer la situation. Les riverains vont aussi manifester leur point de vue à différentes occasions (réunions publiques du CCU, assemblées du conseil d'arrondissement, auprès des médias, etc.). À partir du dépôt de la seconde pétition, les représentants municipaux mettent de côté les arguments concernant le zonage et le stationnement et reprendront ceux du comité ad hoc concernant la sécurité des piétons du secteur tels qu'exprimés dans cette deuxième pétition. Pourtant, les impacts en termes de circulation automobile et de problèmes de stationnement sont relativement minimes, si l'on en croit l'étude d'impact réalisée par une firme indépendante.

Pour un des élus municipaux rencontrés, cette réaction découle d'une certaine intolérance de la part des résidants du secteur : « [...] j'ai pas eu beaucoup de sympathie pour [les riverains qui se plaignaient des problèmes de stationnement] » (élu municipal, mars 2001). Du côté du service de l'urbanisme, le personnel reconnaît aussi l'intolérance des riverains; mais comme le conseil municipal est fort sensible à toute forme d'opposition, surtout lorsqu'il s'agit d'électeurs potentiels (rappelons que les usagers de la mosquée ne sont pas tous des résidants de Pierrefonds, alors que les opposants le sont).

Par ailleurs, la plupart des résidants opposés au projet d'agrandissement n'habitent pas à proximité immédiate de la mosquée, mais dans un secteur résidentiel situé de l'autre côté du boulevard Gouin. Leurs revendications ne visent pas directement les responsables de la mosquée; on se défend bien par ailleurs d'agir par intolérance envers une communauté religieuse minoritaire. Dans les mots d'un porte-parole du Comité :

« Nous le disons et le répétons, notre opposition n'est pas une question de religion ou d'intolérance. Nous nous inquiétons de l'accroissement dramatique du trafic routier et des problèmes chroniques de stationnement qui découleront de la démolition et de la reconstruction de la mosquée. Nous voulons que les autorités municipales trouvent une solution globale aux problèmes de circulation et de stationnement qui concernent aussi l'école Charles-Perrault [voisine de la mosquée]. Tant qu'il n'y aura pas de solution, nous demandons à l'arrondissement de ne pas autoriser le projet » (cité dans Picard, 2002).

Plusieurs sont en effet sceptiques quant à la responsabilité de la mosquée dans ces problèmes. D'autres éléments contribueraient d'ailleurs à cette situation, comme par exemple les parents qui garent leur voiture sur le boulevard Gouin afin de déposer leurs enfants à l'école Charles-Perrault située à côté de la mosquée. Il est également question de l'aménagement d'une station de train de banlieue à proximité, un projet qui risque fort d'avoir des impacts du point de vue de la circulation automobile. Il y a donc lieu de se demander si la communauté musulmane ne fait pas les frais de l'insatisfaction des résidants du secteur par rapport à des problèmes qui ne sont pas directement liés au projet d'agrandissement.

À quelques reprises, les représentants de la mosquée et des riverains en viennent à la confrontation; pourtant, la municipalité hésite à intervenir dans les rapports entre les

deux groupes. Le Conseil aurait refusé dans un premier temps d'organiser une rencontre pour clarifier les positions de chacun. Une telle rencontre a finalement eu lieu, sans grand résultat : d'un côté les usagers de la mosquée demandent l'autorisation d'agrandir cette dernière et, de l'autre, les riverains se disent déjà lésés par les activités de la mosquée et s'opposent au projet d'agrandissement. Suite à la décision du Conseil de refuser le projet (en n'accordant pas la dérogation mineure requise), les porte-parole du comité ad hoc de résidents se sont estimés satisfaits de la décision, mais ont souligné qu'ils chercheraient néanmoins à rencontrer les représentants de la mosquée pour trouver une solution acceptable et ce, sans passer par l'entremise des représentants municipaux (voir Lalonde, 2002).

6.2.3.3 Les représentants de la mosquée Makkah

Dans l'ensemble, les représentants de la mosquée ont accepté de bonne grâce les nombreuses contraintes imposées par la municipalité dans le cadre de leur demande d'agrandissement. Tout au long des négociations avec la ville de Pierrefonds, la mosquée est représentée par plusieurs personnes, le plus souvent des membres de son exécutif. Ces participants (mis à part un architecte professionnel impliqué dans le projet à partir de 2000) sont des bénévoles qui possèdent un degré variable de connaissances pratiques en matière d'aménagement et de « bureaucratie » municipale.

Au départ, en 1988, les représentants de la mosquée ont établi un contact direct avec les élus municipaux afin de négocier l'aménagement d'un lieu de culte. Ces premières démarches sont entreprises par un membre fondateur de la mosquée. D'origine indo-pakistanaise, installé dans le West Island de longue date, cet individu est un professionnel qui a participé au fil des ans à la mise sur pied de quelques autres mosquées dans la région. Son approche au processus d'aménagement se caractérise par le respect des règles du jeu et... de la patience. Pour cet intervenant, il est normal que les démarches pour l'aménagement d'une mosquée prennent du temps, car il n'est pas simple pour la municipalité de gérer ces dossiers, surtout lorsque les riverains manifestent de l'opposition. Les rapports entre ce leader communautaire et les représentants de Pierrefonds, tant les élus que les fonctionnaires, sont cordiaux et mènent éventuellement au changement de zonage qui a permis l'utilisation de l'ancienne résidence en tant que lieu de culte.

Puis, au fil des ans et avec l'augmentation de la population musulmane dans le secteur, les usagers de la mosquée se sentent de plus en plus à l'étroit dans l'ancienne résidence, d'ailleurs mal aménagée pour desservir une communauté qui comprend de plus en plus de familles et d'enfants. Les besoins des usagers évoluent, et on envisage de fournir de nouveaux services, dont une mini garderie et une librairie islamique. Par ailleurs, grâce aux plans dessinés par un architecte professionnel, on commence à envisager la possibilité de construire une *vraie* mosquée, dont l'architecture reflèterait à la fois la tradition islamique et l'intégration à la communauté locale.

Les rondes subséquentes de négociation avec la Ville pour établir un lieu de culte légitime se passent moins bien qu'en 1988; il faut dire qu'il est maintenant question d'un aménagement permanent et non plus simplement d'un local plus ou moins temporaire, comme c'était le cas au départ. Mais les intervenants du comité d'agrandissement n'ont peut-être pas non plus la même expérience dans ce type de négociation; ils commettent d'ailleurs une bévue en faisant parvenir à la Ville une pétition signée par bon nombre d'usagers de la mosquée, mais dont les adresses révèlent qu'ils n'habitent pas sur le territoire de la municipalité. Frustrés par la lenteur de la progression des démarches, certains représentants de la mosquée font appel aux médias afin d'augmenter la visibilité du dossier. Le débat porte dès lors plus sur le droit des musulmans de Pierrefonds à un lieu de prière convenable et sécuritaire que sur les questions techniques de zonage et de stationnement.

Les négociations avec les représentants de la municipalité deviennent encore plus tendues avec l'implication dans le dossier d'un architecte professionnel, d'origine maghrébine, spécialisé dans l'aménagement de mosquées et de salles de prière musulmanes. Cet architecte a également été impliqué dans plusieurs autres projets de mosquée dans la région montréalaise, ce qui lui confère une certaine expérience dans les démarches administratives et les négociations avec les autorités municipales. À partir de ce moment, les représentants du service de l'urbanisme de Pierrefonds vont donc travailler principalement avec cet architecte et les membres du comité d'agrandissement pour s'entendre sur les paramètres architecturaux et urbanistiques du bâtiment. Il est intéressant de constater comment l'argument de la sécurité utilisé par le service de l'urbanisme pour freiner l'expansion du bâtiment actuel est récupéré par les représentants de la mosquée à la faveur du projet : comme l'affirme l'architecte du projet

aux médias (Ouellet et Picard, 2002), le fait que 200 à 250 personnes se rassemblent pour prier les vendredis après-midi dans le sous-sol d'un ancien bungalow constitue un problème de sécurité auquel il faut remédier par un agrandissement, qui permettra avant tout de mieux desservir (et de façon plus sécuritaire) les fidèles actuels.

Le projet présenté par l'architecte et le comité d'agrandissement de la mosquée se veut donc une solution efficace et pratique aux problèmes engendrés par la croissance du nombre d'usagers de la mosquée actuelle, devenue trop petite pour desservir sa communauté. En réponse au malaise évident de la municipalité et à la réaction des riverains au projet, on revient dans le discours à des arguments plus pragmatiques : il s'agit moins d'un agrandissement que d'un réaménagement nécessaire afin de répondre aux exigences de la municipalité du point de vue urbanistique et, du même coup, de contribuer à l'embellissement du secteur et à la fierté des musulmans de Pierrefonds et de l'ouest de l'île.

Un autre argument évoqué par les représentants de la mosquée concerne la fonction d'intégration sociale de la mosquée. Dans deux compte rendus médiatiques parus dans un quotidien montréalais de langue anglaise et dans un journal local, l'agrandissement et l'enracinement de la mosquée Makkah à Pierrefonds constituent des conditions essentielles à l'intégration de la communauté musulmane : « Pour [M. X], président du projet de construction, cette maison spirituelle permettra l'intégration harmonieuse de sa communauté chez nous. Ils veulent s'intégrer ici tout en respectant leurs convictions religieuses. » (cité dans Picard, 2002). Un autre membre du comité de construction cité dans un article de *The Gazette* va dans le même sens lorsqu'il affirme que « We are here to integrate ourselves in a harmonious way with all the neighbours who live in the area. We are not asking anything out of the ordinary, nothing at all. » (cité dans Taylor, 2002). Présentée de cette manière, la demande pour l'agrandissement du lieu de culte se présente comme une demande ordinaire de la part de citoyens à part entière, qui désirent pratiquer leur foi. À plusieurs reprises dans les médias, les représentants de la mosquée affirment qu'ils ne se sentent pas victimes de discrimination, qu'ils veulent seulement être traités comme le serait tout autre groupe de citoyens.

Les propos tenus par les dirigeants et membres de la mosquée lors de nos entretiens mettent aussi l'accent sur l'intégration des membres à la société québécoise

(particulièrement du point de vue socio-économique et du nombre d'années passées au Canada) et leurs relations de voisinage généralement bonnes avec leurs voisins et concitoyens. On cherche ainsi à minimiser la dimension ethnique du dossier et à miser sur l'image de « l'honnête citoyen » et du « bon voisin » afin de favoriser l'acceptation du projet. Tous les intervenants s'entendent pour dire que les musulmans se sont pliés de bonne grâce aux exigences de la Ville. Les musulmans assurent d'ailleurs qu'ils sont prêts à prendre tous les moyens pour se conformer aux règlements municipaux et trouver une solution acceptable pour tous.

Cette volonté de jouer le « jeu » bureaucratique du processus d'aménagement perdure jusqu'au refus du conseil municipal en août 2002, refus qui sera mal accueilli par les représentants de la mosquée. C'est que, d'après ces derniers, la Ville n'aurait pas tenu parole : le conseil municipal leur aurait affirmé que, une fois le problème du stationnement réglé, le projet d'agrandissement pourrait aller de l'avant. Les représentants de la communauté musulmane a investi des efforts pour régler le problème : ils ont acheté deux terrains vacants pour les transformer en parc de stationnement, embauché des brigadiers pour contrôler la circulation le vendredi midi, pris entente avec le centre commercial Super C pour du stationnement supplémentaire, etc. Aussi les représentants de la mosquée sont-ils « choqués » lorsque la Ville change les règles du jeu : en effet, maintenant que la mosquée possède le nombre de places de stationnement requis par le règlement municipal, on doute de l'efficacité du règlement lui-même à assurer la tranquillité et la sécurité du secteur !

Jusqu'à l'été 2002, les représentants de la mosquée interrogés à ce sujet par les médias ont explicitement exclu la possibilité de discrimination pour des raisons ethniques ou religieuses : en juin, l'architecte du projet refusait publiquement de conclure que sa communauté « [...] était l'objet de racisme ou d'intolérance » (cité dans *Cité Nouvelles*, juin 2000), alors que le président du projet d'agrandissement ajoutait pour sa part que « I don't think we have been targeted necessarily, I think the citizens are genuinely concerned about traffic » (cité dans le *West Island Chronicle*, juin 2002). Soulignons au passage que cette attitude contraste avec celle des dirigeants de la communauté Dar-U-Salam qui avait eu maille à partir avec la municipalité de Pierrefonds en 1997. En effet, les leaders communautaires avaient immédiatement fait appel aux médias pour dénoncer ce qu'ils considéraient comme une injustice et de la discrimination flagrante :

« Nous avons le sentiment que nous sommes victimes de discrimination. Nous croyions que la Charte des droits garantissait la liberté religieuse », explique un des leaders de la petite communauté au journaliste de *la Presse*, qui envisageait à l'époque de mener l'affaire devant les tribunaux (Pelchat, 1997).

Le refus de la municipalité d'autoriser l'agrandissement de la mosquée mène toutefois à une impasse : la reconstruction de l'édifice sur le même site sans pouvoir agrandir ne constitue pas une alternative envisageable pour la communauté musulmane. Il s'agit d'un investissement financier important (environ 600 000\$) pour en fin du compte très peu de valeur ajoutée pour la mosquée. Pourtant, les dirigeants actuels de la mosquée refusent de considérer une relocalisation du lieu de culte et ce en raison de motifs religieux : les représentants de la communauté musulmane insistent que, une fois consacré, le lieu sur lequel se situe la mosquée ne peut être reconverti à d'autres usages¹³.

Suite au refus du conseil d'arrondissement en août 2002, la possibilité de racisme ou de discrimination est finalement évoquée par les représentants de la mosquée. En effet, ceux-ci avancent que l'opposition du Conseil au projet d'agrandissement contrevient à leur droit d'assemblée religieuse, droit garanti par la Charte des droits et des libertés tant fédérale que provinciale. Par ailleurs, certains membres de la mosquée considèrent que les opposants n'ont pas véritablement de raison de s'objecter au projet : d'une part, ceux-ci n'habitent pas à proximité immédiate de la mosquée; d'autre part, les problèmes engendrés par le stationnement et la circulation ont été considérés et on a tenté de réduire au minimum les impacts négatifs du projet d'agrandissement.

Enfin, pour l'architecte du projet, ce refus justifie des démarches juridiques pour que les musulmans fassent valoir leurs droits : « [...] car il n'y a pas moyen de discuter avec l'arrondissement. Il y a une justice dans ce pays, qu'on s'y réfère », a-t-il lancé en quittant la salle du conseil lors du vote d'août 2002 (cité dans *Cité Nouvelles*, août 2002).

¹³ Il s'agit ici d'une interprétation des rites religieux musulmans par les représentants de la mosquée Makkah.

6.3 Représentations, enjeux et perspectives

Nous avons donc présenté dans les chapitres précédents deux cas d'aménagement de mosquée dans les municipalités de banlieue de Saint-Laurent et Pierrefonds. Ayant présenté les grandes étapes du développement du dossier d'aménagement, les caractéristiques de leurs milieux locaux ainsi que discuté des positions respectives des acteurs sociaux, nous aborderons maintenant notre analyse des enjeux qui se dégagent de ces controverses.

6.3.1 Enjeux économiques et urbains

À la fois pour Pierrefonds et pour Saint-Laurent, les enjeux économiques et urbains figurent à l'avant-plan dans le discours des municipalités. Celles-ci ont d'ailleurs pris des mesures au début des années 1990 pour réduire le nombre de demandes d'aménagement de lieux de culte sur leurs territoires respectifs. Ce durcissement des positions à l'égard des lieux de culte s'est exprimé à la fois dans les politiques officielles (resserrement des règlements de zonage) et à travers les pratiques et les attitudes des conseils municipaux, notamment par l'adoption de moratoires administratifs sur l'étude de nouveaux dossiers de lieux de culte. Aussi, très peu de lieux de culte ont-ils réussi à s'établir à Pierrefonds ou à Saint-Laurent au cours des dix dernières années, et les dirigeants de quelques lieux de culte existants n'ont pas obtenu les permissions nécessaires pour réaménager et/ou agrandir leurs locaux.

De manière générale, les représentants municipaux considèrent que l'implantation de lieux de culte dans un tissu urbain déjà construit pose problème, car cela nécessite des structures et des installations qui n'existent pas, comme par exemple du stationnement.

Dans les mots d'un urbaniste municipal :

« [...] d'installer une mosquée dans un lieu urbanisé, il faut des structures, automatiquement. Mais, bon, c'est un service à rendre à la population, et puis le problème, c'est celui des structures mais il va falloir qu'on l'étudie, qu'on localise et qu'on étudie la planification des mosquées. On ne le fait pas, [...] quand on fait un nouveau milieu, automatiquement on prévoit qu'il va y avoir une nouvelle école, mais [une mosquée] c'est pas une planification comme on planifie un parc, des choses comme ça » (Fonctionnaire municipal, février 2001).

C'est que les nouveaux lieux de culte ne s'insèrent bien ni dans les milieux résidentiels (plaintes des riverains), ni dans les secteurs commerciaux ou industriels, qu'on désire plutôt réserver aux activités qui rapportent des revenus (fiscaux) à la municipalité. Dans nos deux cas, les urbanistes municipaux disent qu'il serait beaucoup plus facile d'aménager de nouveaux lieux de culte sur les sites des anciens lieux de culte, qui possèdent les surfaces de stationnement et les structures nécessaires pour que ces activités ne gênent personne; le problème, toutefois, est que ces sites sont tous déjà occupés ! Les nouvelles communautés religieuses (le plus souvent issues des communautés ethniques ou des minorités visibles) sont donc désavantagées par rapport à celles qui sont implantées de longue date dans le paysage urbain et qui souvent précédaient ou accompagnaient le processus d'urbanisation. Cette question revoie à celle de l'équité dans le traitement des groupes ethnoreligieux, notamment par rapport à l'accès à des équipements collectifs.

6.3.1.1 Fiscalité municipale et lieux de culte

La question des enjeux fiscaux est un argument central dans la position des municipalités quant à l'aménagement ou à l'agrandissement des lieux de culte. Par exemple, les représentants de Saint-Laurent, qui compte déjà une trentaine de lieux de culte sur son territoire, considèrent que la municipalité n'a pas à subir le fardeau fiscal de lieux de culte desservant la population d'autres municipalités. Comme l'explique un représentant de la Ville :

« [...] nous là-dessus ce qu'on s'est dit, c'est que quand ce sont des institutions qui sont locales, on trouve ça tout à fait normal que ces associations-là soient exonérées. Par contre, quand il s'agit de temples ou d'associations qui sont plutôt des sièges sociaux d'associations [...]. alors ça, ce sont des organisations qui couvrent l'ensemble de la province, et puis à Saint-Laurent, disons que nous, on trouve ça comme un peu injuste, ils desservent l'ensemble de notre province mais c'est nous qui portons le fardeau de l'exonération fiscale. Alors juste pour ces deux organismes, entre autres, il y avait quelque chose comme 400 000\$ de pertes de revenus » (Fonctionnaire municipal, mai 2001).

La municipalité s'est même s'adressée à la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locale afin de demander à ce que soit réexaminée la question des exemptions fiscales accordées aux organismes charitables et religieux (Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales, 1999). Dans l'attente d'une révision de la loi sur la

fiscalité municipale, la municipalité tente tant bien que mal de développer des moyens de gérer les impacts négatifs de cette législation. Nous avons vu qu'un moratoire sur l'implantation de nouveaux lieux de culte a été adopté par la municipalité à la fin des années 1990, ce qui permet de réduire le nombre de nouveaux lieux de culte sur le territoire laurentien. Mais pour les projets d'agrandissement de lieux de culte existants (qui bénéficient d'une clause 'grand-père' par rapport au moratoire), le CCU tente plutôt de négocier afin de réduire la surface admissible à l'exemption de taxes.

La question se pose aussi du côté de Pierrefonds qui compte moins de lieux de culte que Saint-Laurent, mais qui ne dispose pas de revenus industriels et commerciaux comme cette dernière. Dans les deux cas, il nous est permis de croire que les montants que représentent les exemptions fiscales pour ces mosquées ne sont pas littéralement l'objet du problème : toutes deux sont situées sur des sites résidentiels qui rapporteraient peu à la municipalité même si celle-ci pouvait prélever des taxes. L'argument au sujet de l'exemption fiscale semble plutôt justifier l'attitude des municipalités en matière d'autorisation de nouveaux lieux de culte sur leurs territoires, c'est-à-dire endiguer le plus possible de nouvelles implantations.

Il faut dire que plusieurs communautés ethnoreligieuses établies dans des secteurs de la banlieue de l'ouest de l'île fonctionnent sur une base régionale plutôt que locale, desservant les fidèles de plusieurs municipalités et ne comptant parfois qu'une faible attache locale. Les deux mosquées que nous avons abordées dans le cadre de ce chapitre desservent toutes deux, bien qu'à des degrés différents, une communauté qui n'est pas essentiellement locale. Dans le cas du Centre islamique de Saint-Laurent, cette portée régionale est explicitement reconnue et contribue à la reconnaissance de cette institution au sein de la communauté musulmane montréalaise. À Pierrefonds, si plusieurs des membres de la mosquée habitent la municipalité, d'autres viennent plutôt d'ailleurs de l'ouest de l'île, particulièrement le vendredi après-midi. Une pétition adressée à la municipalité par les responsables de la mosquée au sujet de son agrandissement en 1999 avait confirmé cette situation. Aussi nos entretiens révèlent-ils que les municipalités sont d'autant moins disposées à se montrer accommodantes que les usagers résident ailleurs, particulièrement lorsque se manifeste la résistance des riverains (eux-mêmes résidents de la ville et électeurs potentiels).

On note aussi une certaine méfiance de la part du personnel de l'urbanisme, qui a parfois l'impression de se « faire avoir » par les communautés ethnoreligieuses d'implantation plus récente quant au statut du lieu de culte et à l'exemption de taxes qui l'accompagne. Par exemple, un urbaniste municipal affirme qu'il est difficile de distinguer chez certaines communautés les centres communautaires des lieux de culte à proprement parler, puisque les fonctions religieuses et communautaires ne sont pas distinctes. Ces communautés cherchent souvent à obtenir un statut de lieu de culte pour ces centres polyfonctionnels, dans la mesure où ce statut permet d'obtenir une exemption de taxes. Autre exemple, lorsque les communautés ethnoreligieuses sentent qu'une municipalité est réticente face à l'établissement de nouveaux lieux de culte, on tente parfois d'obtenir l'autorisation pour une école ou un autre type d'institution communautaire, qu'on utilise ensuite à des fins culturelles (nous avons évoqué à ce sujet au chapitre 5 l'exemple d'une synagogue à Outremont). Si cette stratégie ne donne pas droit à l'exemption de taxes, elle permet néanmoins d'installer un local qui peut ensuite servir à d'autres types d'activités, dont des activités de culte.

6.3.1.2 Intégration architecturale et insertion urbaine

Dans nos deux cas, les projets de mosquée proposés ont été évalués sous l'angle de l'intégration architecturale des bâtiments à leur environnement urbain existant. En soi, la notion d'intégration architecturale se présente comme une manière de contrôler les éléments plus subjectifs du projet et permet à la municipalité de se positionner sur des critères essentiellement esthétiques. Ce type d'évaluation risque donc fort de pénaliser les aménagements qui sortent de l'ordinaire et qui renvoient à un contenu symbolique « étranger », comme c'est le cas pour les mosquées.

Tant à Pierrefonds qu'à Saint-Laurent, ce sont les membres du CCU (composé d'élus et de résidants) qui ont le dernier mot sur la compatibilité des nouveaux projets avec les édifices et paysages existants. Dès le départ, le CCU dans les deux municipalités avait exprimé des réticences vis-à-vis du traitement architectural des mosquées, qui intègre des éléments « typiques » d'architecture à caractère islamique (arches, minaret, etc.). À Pierrefonds, l'architecture du projet avait également dû être présentée et défendue devant le CCU en assemblée publique. Son architecte avait présenté une analyse du cadre bâti existant et avait démontré qu'il y avait en fait bien peu d'homogénéité stylistique ou de cohérence dans l'environnement construit. Pour l'architecte du projet et pour les membres du comité d'agrandissement, le projet représenterait donc une contribution positive à cet environnement urbain, grâce à des formes élégantes et harmonieuses, et c'est le message qu'ils ont tenté de mettre de l'avant dans leurs négociations avec la Ville. Cet architecte, qui a travaillé sur plusieurs projets de mosquée dans la région montréalaise, est conscient de la réticence des instances municipales face à un traitement architectural trop « exotique »; c'est pourquoi ses projets tentent d'intégrer de manière sobre et subtile des éléments architecturaux islamiques avec des matériaux plus typiquement nord-américains, afin d'en équilibrer l'effet global. L'architecte professionnel joue ici un rôle de médiateur entre les représentants municipaux et les promoteurs du projet, dans la mesure où les uns cherchent à mettre en valeur le caractère islamique de la mosquée alors que les autres cherchent généralement à les contenir. Dans les deux cas, la localisation des mosquées dans des secteurs désuets et peu prisés a probablement joué en faveur des projets, les enjeux de visibilité y étant plus limités. On se rappellera à cet égard la

controverse au sujet de l'établissement d'une grande mosquée juste en face de l'Hôtel de ville de Brossard il y a quelques années et qui avait soulevé des protestations très vives des citoyens (Ouimet, 2002). La localisation n'est pas non plus un aspect anodin à Saint-Laurent : par exemple, un projet d'église et de centre communautaire coptes avait aussi été refusé par le CCU parce que le site choisi était situé directement à l'entrée de la ville, sur le boulevard Marcel-Laurin.

Enfin, le personnel du service de l'urbanisme de nos deux municipalités de banlieue semble aussi pris de court quant à la manière de traiter ces projets qui cadrent mal avec les règlements et les normes traditionnels. Par exemple, le nombre de places de stationnement requis pour un lieu de culte se calcule habituellement en fonction du nombre de places assises; dans le cas des mosquées, les fidèles effectuent les prières à même le sol, ce qui complique le calcul du nombre de places de stationnement. Par ailleurs, comme plusieurs mosquées fonctionnent sur une base régionale et non pas locale, plus d'usagers risquent de venir en voiture plutôt qu'à pied, ce qui peut avoir un impact sur le nombre réel de places de stationnement requises. Les réticences quant à l'intégration architecturale des nouveaux lieux de culte, critère hautement subjectif s'il en est, donne également à croire que l'insertion de ces lieux de culte dans le paysage urbain représente quelque chose de nouveau pour les instances municipales et qui exige une certaine évolution dans les manières de penser l'urbain. Il faut dire que, de manière générale, le rôle du personnel des services d'urbanisme se limite à la négociation des paramètres techniques avec les communautés ethnoreligieuses. Les professionnels de l'urbanisme se retrouvent d'ailleurs souvent coincés entre le désir de répondre aux besoins des clientèles avec lesquelles ils travaillent souvent de manière très étroite, et les impératifs politiques des élus municipaux. Cette situation peut s'avérer frustrante dans la mesure où les fonctionnaires investissent parfois beaucoup de temps et d'énergie à soutenir les représentants des communautés ethnoreligieuses dans leur démarche d'aménagement.

6.3.2 Enjeux de cohabitation

De manière générale, la cohabitation interethnique dans nos deux municipalités est en lien avec la structuration de leurs espaces résidentiels respectifs. Celui de Saint-Laurent est largement segmenté en fonction de critères culturels (principalement

l'origine nationale ou ethnique et la religion) : on y retrouve des secteurs dominés numériquement par certains groupes (Libanais, juifs, Asiatiques, etc.) qui sont par ailleurs relativement bien circonscrits dans l'espace. À Pierrefonds, la structuration de l'espace résidentiel reflète avant tout une segmentation socio-économique. De plus, on constate depuis quelques années la multiethnisation de plusieurs secteurs de la municipalité.

Dans les dossiers d'aménagement des mosquées de Saint-Laurent et de Pierrefonds, les enjeux de cohabitation, tels qu'ils se cristallisent dans les interactions à l'échelle de la vie quotidienne, sont moins présents que ce que nous avons décrits au chapitre précédent. Le degré moindre de concentration résidentielle des musulmans dans ces municipalités contribue à diminuer les possibilités de friction, dans le sens où l'on est moins appelé à se côtoyer dans le quotidien. Nous l'avons vu, les usagers des deux mosquées n'habitent pas nécessairement le voisinage immédiat; ceux-ci présentent donc un degré de mobilité plus élevé, ce qui peut diminuer le risque de se sentir « envahi » pour les autres résidents du secteur. C'est que la trame urbaine plutôt lâche de Pierrefonds et, dans une moindre mesure, celle de Saint-Laurent se conjugue avec un mode de vie qui est davantage axé sur les espaces de la vie privée que sur les espaces collectifs. Chacun possède son entrée pour garer la voiture, son jardin, etc. On se préoccupe moins des espaces publics qu'on est appelé à partager moins souvent et, la plupart du temps, seulement par choix. Ainsi ce sont bien les problèmes de stationnement et de circulation – instruments de la mobilité cruciale en banlieue – dont se plaignent certains riverains. Or justement, dans ce cas, l'absence de friction révèle aussi une absence de contact qui ne contribue en rien à la cohabitation au sens plus large, c'est-à-dire au niveau des représentations.

Dans le cas de Pierrefonds, il y a lieu de se demander si la résistance à la fois des résidents des secteurs avoisinants et du conseil municipal face à l'agrandissement de la mosquée ne renvoie pas à une certaine méfiance envers les musulmans. En effet, les arguments de la municipalité et des riverains ne sont pas entièrement convaincants, ce qui laisse croire que d'autres motifs pourraient entrer en ligne de compte. Par exemple, l'enracinement de la mosquée en bordure d'un développement résidentiel suscite peut-être des appréhensions quant à l'accroissement du nombre de musulmans à proximité du lieu de culte. Une série d'articles sur les musulmans du Québec publiés dans *La*

Presse en 1992 évoquait d'ailleurs la possibilité de la création d'un « village islamique » à Pierrefonds, où vivraient entre 100 et 150 familles musulmanes (Hétu, 1992). Le projet avait été développé par les représentants de la Communauté musulmane du Québec, l'organisme à l'origine de l'école musulmane du quartier montréalais Notre-Dame-de-Grâce de même que d'une coopérative d'habitation, une compagnie d'investissement et un holding. Le village devait comporter une mosquée, une école, un centre communautaire et des commerces musulmans, en plus de résidences.

Quoi qu'il en soit, il est difficile de parler de relations intercommunautaires ou de cohabitation interethnique dans nos deux études de cas, dans la mesure où l'on ne se trouve pas en présence de groupes culturels ou ethnoreligieux identifiables et localement définis. Mis à part quelques instances à Pierrefonds lors des assemblées du conseil municipal au sujet de l'aménagement de la mosquée, les rapports entre les musulmans et les autres se limitent à des échanges interpersonnels plutôt qu'à des dynamiques de groupe à proprement parler; comme l'explique un membre fondateur de la mosquée Makkah, certains fidèles s'entendent bien avec les riverains, d'autres moins, cela varie d'un individu à l'autre. Il ne ressort pas non plus de nos entretiens de dichotomie prononcée entre le « nous » et les « autres », ni de catégorisation ethnique particulière.

6.3.3 Enjeux symboliques

Les musulmans montréalais sont des groupes ethnoreligieux d'implantation relativement récente et encore mal connus de la population majoritaire québécoise. Les incidents terroristes de septembre 2001, de même que la visibilisation croissante sur la scène internationale de groupes radicaux islamistes, ont largement contribué à accroître la méfiance générale vis-à-vis des musulmans en contexte d'immigration (Renaud, Pietrantonio, et Bourgeault, 2002). Au Canada comme au Québec, les médias ont participé à la formation et à la diffusion de stéréotypes négatifs qui ont un impact sur les relations entre les musulmans d'ici et les autres groupes de population, bien que cet effet soit moins criant qu'ailleurs.

Plus fondamentalement, la consolidation de la présence musulmane dans la société québécoise et sa visibilisation progressive ont suscité des ondes de choc périodiques

qui font écho aux débats qui se déroulent en Europe ou dans d'autres pays d'immigration. La controverse au sujet du voile islamique (Hoodfar et al., 2003) a fait couler beaucoup d'encre ici comme ailleurs et soulève des questions relatives aux fondements mêmes des valeurs de la société dite d'accueil: l'égalité des sexes, la primauté des droits et libertés individuels, la préséance des lois civiles sur les principes et les croyances religieuses (CRI, 2004).

La question de l'aménagement des lieux de culte musulmans, et particulièrement celle de leur visibilité par le biais de la localisation ou l'utilisation d'éléments architecturaux à caractère islamique, cristallise d'une certaine manière les appréhensions entourant la consolidation de la minorité musulmane au Québec. En effet, dans le discours des leaders, cette visibilité est associée avec l'acceptation par les autorités publiques de l'expression d'une identité collective musulmane. Dans cette perspective, la reconnaissance symbolique de l'identité collective musulmane contribuerait à l'insertion sociale des musulmans à la société québécoise, mais sur une base collective plutôt qu'individuelle. Les mosquées et autres institutions musulmanes ont un rôle important à jouer dans cette forme d'insertion communautaire, et la reconnaissance symbolique de la légitimité de leur rôle et de leur position se traduirait en partie par le droit de s'inscrire dans le paysage urbain (Daher, 1999; Isin et Siemiatycki, 2002).

La communauté musulmane montréalaise est en fait une mosaïque de groupes qui se différencient en fonction des origines ethniques et nationales, de la langue, etc., en plus des clivages socio-économiques associés aux différentes vagues migratoires en provenance des pays à majorité musulmane. Cette communauté en est encore aux premières étapes de son organisation communautaire, et n'a pas encore de véritable poids politique dans la région métropolitaine. Son rapport relativement fluide à l'espace n'est sans doute pas étranger à cette absence de représentation politique, dans la mesure où la population musulmane n'est pas suffisamment concentrée dans l'espace pour influencer le jeu politique local. On constate par ailleurs que certains groupes musulmans peuvent se retrouver en compétition les uns contre les autres afin d'obtenir l'autorisation d'aménager un lieu de culte, ce qui complique davantage la situation du point de vue des municipalités.

Dans nos deux cas, l'aboutissement de cette négociation pour une reconnaissance symbolique de la part des autorités municipales a des résultats différents de part et d'autre : à Saint-Laurent, cette reconnaissance sera accordée et la mosquée reconstruite sera la première véritable mosquée de la région montréalaise (c'est-à-dire construite à cette fin et arborant fièrement les caractéristiques architecturales propres à ces fonctions). À Pierrefonds, les négociations n'ont pas abouti et la communauté musulmane se retrouve dans une impasse : les autorités municipales ont assujéti toute modification à la structure à une mise aux normes, sans toutefois permettre à la mosquée d'agrandir ses locaux.

Il faut dire que, dans les deux cas, les édifices affichaient déjà une certaine allure islamique; mais leur localisation à la périphérie des zones résidentielles dans des secteurs peu attractifs contribue à diminuer les enjeux de cette visibilité. L'apparence de ces deux mosquées installées dans d'anciennes résidences renvoie par ailleurs à leur statut de précarité dans le paysage urbain. Tout se passe comme si les municipalités avaient accordé la permission à ces communautés musulmanes d'établir un lieu de culte, mais que ce geste représente une forme d'accommodement plutôt qu'une reconnaissance effective de leur légitimité dans l'espace municipal. En fait, comme l'illustre la question des exemptions fiscales, les nouveaux groupes ethnoreligieux, dont les musulmans, ne sont pas traités sur un même pied d'égalité avec les communautés établies de longue date (dont les églises chrétiennes et, dans le cas de Saint-Laurent, les synagogues). La révision du règlement de zonage afin d'assujettir tous les nouveaux lieux de culte à une étude au cas par cas (puisque ceux-ci ne peuvent s'installer nulle part de plein droit) et l'adoption d'un moratoire vont aussi en ce sens, puisque ces mesures n'affectent que les nouvelles communautés. Comme l'explique aussi un fonctionnaire municipal à Saint-Laurent, l'exemption de taxes pour tous les lieux de culte qu'impose la Loi sur la fiscalité municipale illustre d'une certaine manière le poids symbolique de l'Église catholique au Québec, qui a longtemps été perçue comme une institution fournissant des services quasi universels. Dans cette perspective, il peut sembler logique que l'ensemble de la société participe à son soutien financier par le biais de cette exemption de taxes.

Dans la société québécoise contemporaine, qui se veut de plus en plus laïque, la question se présente autrement : certains ne comprennent pas pourquoi les églises

traditionnelles, qui voient par ailleurs leurs *membership* baisser à vue d'œil et qui, en conséquence, ne desservent plus qu'une minorité de la population, continuent de bénéficier de ces exemptions de taxes alors que d'autres institutions religieuses en seraient privées. La question est pertinente, surtout dans la mesure où certains de ces groupes desservent des clientèles beaucoup plus importantes numériquement; or ces communautés ne sont pas toujours concentrées sur un même territoire municipal, ce qui provoque la réticence des municipalités à reconnaître leurs lieux de culte et leur permettre ainsi de bénéficier de l'exemption de taxes. Cette situation reflète également l'héritage du passé catholique québécois, alors que la paroisse constituait le plus souvent l'unité de base du territoire montréalais.

6.4 Le rôle des municipalités: La gestion municipale des dossiers sensibles

Dans les études de cas présentées dans ce chapitre, les administrations municipales ont adopté des stratégies différentes pour gérer les demandes de lieux de culte musulmans. En effet, parce que ces dossiers impliquent des communautés ethnoreligieuses dont les droits sont protégés par la Charte, les municipalités ont tendance à user de prudence, surtout lorsqu'il est question de refuser les demandes.

À Saint-Laurent, les questions de gestion de la diversité constituent des éléments centraux du programme politique de la Ville. Plusieurs des membres du conseil sont d'ailleurs issus des communautés culturelles : au moins six (sur un total de 14) des conseillers municipaux en poste lors de la période étudiée (soit 2000-2001) étaient d'origines autres que canadienne-française ou anglaise, dont la moitié d'origine ethnique juive. Par contre, le conseil municipal ne compte aucun membre de religion musulmane. Fait à noter, lors de la dernière élection partielle tenue dans le secteur où se situe la mosquée, deux candidats d'origine arabe s'étaient présentés (un musulman et un Libanais chrétien) contre une autre candidate, québécoise anglophone. C'est cette dernière qui a remporté une victoire écrasante et qui se voyait ainsi élue en remplacement de son mari, l'ancien conseiller du district.

La municipalité de Saint-Laurent a adopté en mars 2002 une politique officielle en matière de diversité culturelle, lancée à grand renfort de publicité. Les orientations de la municipalité en matière de relations interculturelles visent entre autres à favoriser le rapprochement interculturel, et à « [...] aider les nouveaux citoyens à s'adapter plus facilement et plus rapidement à leur société d'accueil et, d'autre part, de créer des occasions de rencontre entre les gens de toute origine afin de leur permettre de mieux se comprendre et de tisser des liens de respect et d'amitié » (Ville de Saint-Laurent, 2000). La Ville prévoit aussi l'adoption « d'une règle de l'accommodement raisonnable qui permettrait de mieux gérer les différentes demandes particulières émanant de groupes culturels » (Ibid.) Il faut souligner que, au sein des municipalités québécoises, une telle initiative est plutôt exceptionnelle, dans la mesure où peu d'administrations municipales ont abordé de front la question de la diversité culturelle (Laurin et Paré, 2002).

Comme l'explique un élu municipal, l'adoption de la politique interculturelle à Saint-Laurent répond aux attentes de deux groupes de population : il s'agit en premier lieu de reconnaître les besoins et les préférences de la population d'origine immigrée qui constitue près de la moitié des résidents de la ville. Mais, et certains diront surtout, la politique interculturelle dans sa formulation actuelle vise également à rassurer la population dite « de souche », particulièrement celle d'un certain âge, qui a parfois l'impression de voir s'évanouir un mode de vie qui renvoie pour eux à la culture « dominante »... Dans les mots de cet élu :

« Une des raisons pour laquelle on a fait cette politique-là, c'est pas parce qu'on se méfiait de la réaction des fils et des filles d'immigrants ou des familles immigrantes; c'est qu'on se disait, comme citoyen de souche, que sommes-nous en train de devenir? Quelle est notre identité ? Et il y avait d'exprimé de toutes sortes de façons une crainte de perte d'identité, parce qu'avec 50% des immigrants composant la population de Saint-Laurent, des gens comme mon père, entre autres, disaient : mais, on a plus notre place...ce que je disais tantôt, oui, il disait dans son langage : ils en regagnent sur nous autres, ces maudits-là [sic]... » (Élu municipal, octobre 2000).

En ce qui concerne le projet d'agrandissement de la mosquée, on peut se demander si la réticence du CCU et du conseil municipal quant à la visibilité du projet ne renvoie pas au malaise de la communauté juive installée de longue date dans la municipalité par rapport à la consolidation de la population musulmane dans Saint-Laurent. Car en

effet, surtout dans le cas de Saint-Laurent, parler de la « société d'accueil » ne réfère plus seulement à la population de souche québécoise, mais aussi à des communautés immigrantes établies depuis longtemps dans la municipalité et ayant accumulé un certain capital politique. Il n'est pas toujours évident que ces communautés voient d'un bon œil la consolidation relativement rapide d'une communauté immigrante d'implantation plus récente comme les musulmans, comme l'illustre notamment la controverse au sujet de l'aménagement d'une mosquée à Dollard-des-Ormeaux (Trottier, 2002; Germain et Gagnon, 2004).

La situation est différente à Pierrefonds, où la population immigrante et celle d'origine ethnique autre que française et britannique sont moins présentes, tant numériquement que symboliquement. La Ville s'est en fait peu intéressée à la question de la diversité culturelle; celle-ci ne possède aucune politique en la matière, hormis une stratégie de communications bilingue (anglais/français). Cette absence de mesures spécifiques se reflète d'une part dans la sous-représentation des immigrants et des personnes issues des minorités ethnoculturelles dans l'appareil administratif et politique municipal et, de l'autre, dans le fait que cette population utiliserait peu les services offerts par la municipalité (notamment en ce qui concerne les sports et loisirs). Essentiellement, du point de vue de la Ville, les immigrants et les membres des communautés culturelles doivent être servis de la même manière que tout autre citoyen. Une enquête réalisée par Cloutier et al. (1996) révèle d'ailleurs que la majorité des employés municipaux étaient de l'avis que la municipalité ne devrait pas s'immiscer dans le champ de l'accueil des nouveaux arrivants, responsabilité propre aux gouvernements provincial et fédéral.

Il faut dire que la dynamique communautaire à Pierrefonds s'articule historiquement autour d'une tension entre francophones et anglophones, mais sans référence à une catégorisation ethnique plus poussée. Les transformations dans la composition ethnoculturelle de la population n'ont pas encore entraîné de revendications particulières ou une présence collective plus visible, du moins pas avant celles de groupes musulmans au sujet de l'aménagement de mosquées.

Ces contextes ne sont pas étrangers à la manière dont ces municipalités vont aborder le traitement des demandes de lieux de culte, à plus forte raison ceux de communautés musulmanes. D'une part, les instances municipales peuvent s'en remettre à la

population locale pour faire refuser ces dossiers d'aménagement, comme c'est le cas à Pierrefonds. Nous avons vu au chapitre 4 que la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme permet aux municipalités de consulter la population sur les questions d'aménagement et, lorsqu'elles le jugent nécessaire, de procéder à un référendum. On peut donc se demander si ce mécanisme démocratique ne permettrait pas à la municipalité de rejeter la responsabilité du refus sur la population. Nous avons vu qu'à Pierrefonds, l'intervention des riverains et leur opposition au projet d'agrandissement de la mosquée a, d'une certaine façon, permis au conseil municipal de refuser le projet et ce, en dépit du fait que des négociations étaient en cours depuis des années avec les représentants de la mosquée. Cette stratégie est également utilisée à Saint-Laurent lorsque nécessaire. Dans les mots d'un intervenant municipal à Saint-Laurent :

« Souvent le conseil [municipal] est un peu gêné de dire non, à l'époque en tout cas, donc ils allaient jusqu'au registre pour que les gens décident eux-mêmes. Parce que dire non dans ces cas-là, c'est toujours un peu...il y a toujours une espèce de gêne sous-jacente, c'est-à-dire qu'on a peur du racisme, on a peur de se faire traiter de xénophobe, toutes ces choses-là qui font que, malheureusement, le débat, le débat prend un mauvais tournant » (Fonctionnaire municipal, mai 2001).

Ce mode de gestion implique toutefois que la population accepte de participer aux consultations et se sente impliquée dans ces dossiers d'urbanisme, ce qui varie beaucoup d'une municipalité, voire d'un quartier à l'autre. À Pierrefonds, banlieue résidentielle où qualité de vie rime avec tranquillité, les réactions ont tendance à être plus vives et le réflexe « pas dans ma cour » plus fort qu'en « ville ». Les résidants sont plus intolérants au bruit, à l'achalandage et au stationnement sur rue. La municipalité cultive d'une certaine manière ce réflexe en invitant chaque riverain à se prononcer et en consultant systématiquement pour toute demande de changement de zonage.

D'autre part, certaines municipalités choisissent plutôt d'assumer publiquement le fait qu'elles gèrent ces dossiers sur le registre du politique. Nous avons vu que c'était le cas à Montréal pour l'aménagement de la synagogue Belz, et que la nature politique de cette décision a été reconnue ouvertement par le président du conseil exécutif (voir chapitre 5). Ce mode de gestion peut s'effectuer de manière plus ou moins transparente, selon le cas, et sous-entend que la décision relève de la sauvegarde de l'intérêt public. Dans ce cas, il semble que l'intérêt public ait été défini en fonction de la protection des droits d'une minorité religieuse telle que prescrite par les Chartes des

droits et libertés, ou encore du maintien de la paix sociale. Mais cela est plutôt rare, dans la mesure où l'intérêt public équivaut le plus souvent dans les politiques et pratiques municipales à celui de la majorité. Ce mode de gestion implique que la municipalité adopte un rôle plus important que celui de simple fournisseur de services à la population. Ce sont donc le plus souvent les municipalités qui possèdent des moyens d'intervention plus élaborés (comme Montréal) ou celles où les enjeux de population sont plus évidents (comme dans le cas de municipalités très multiethniques comme Saint-Laurent ou Montréal-Nord) que l'on retrouve ce type de philosophie. Dans le cas de l'aménagement de la mosquée de Saint-Laurent, on a donc préféré éviter de susciter le débat public et les décisions ont été négociées par les intervenants politiques et ceux de la communauté musulmane. L'absence de controverse publique et le peu de participation des citoyens de la ville au processus d'aménagement ont contribué à la résolution du dossier sur le registre politique.

D'autres mécanismes servent également à la gestion politique des dossiers sensibles de lieux de culte. En lui-même, le moratoire administratif sur l'étude des nouvelles demandes de lieux de culte sert plus de premier filtrage que de véritable frein à l'étude de nouveaux dossiers :

« Les demandes arrivent sur notre bureau, et on dit aux gens qu'il y a un moratoire, et qu'au conseil, ils n'acceptent plus de cas comme tel. S'ils insistent, on leur dit : si vous voulez insister, vous pouvez parler au conseiller du secteur où vous voulez installer ça, parce que c'est le principal intéressé, et si vous nous écrivez, vous faites une demande officielle, ben nous on va faire rapport au comité exécutif qui statuera sur votre demande, tout simplement » (Fonctionnaire municipal, mai 2001).

Cette citation fait aussi ressortir le rôle des conseillers municipaux, à qui l'on assigne la tâche d'évaluer si oui ou non le dossier risque de susciter des réactions dans le milieu local. Le cas échéant, on peut procéder à des pré-consultations plus ou moins formelles, question de s'assurer de la viabilité politique d'un dossier avant même que celui-ci ne soit soumis à la population. Ce mécanisme permet donc de prévenir la controverse avant qu'elle ne prenne naissance.

Conclusion

Les études de cas d'aménagement de mosquées à Pierrefonds et Saint-Laurent présentées dans ce chapitre nous mènent à faire les constats suivants. En premier lieu, les musulmans présentent un faible degré de concentration résidentielle dans les secteurs à l'étude. Ils ne constituent donc pas une « masse critique » suffisante pour influencer de manière significative le jeu politique local (comme par exemple pour faire élire un conseiller municipal porteur de leurs intérêts). Le tissu urbain relativement lâche et le peu d'interaction quotidienne entre les musulmans et d'autres groupes dans les municipalités de banlieue que nous avons étudiées contribuent également à réduire la saillance des enjeux de cohabitation. La présence de la communauté musulmane s'exprime d'ailleurs plus à l'échelle de la municipalité dans son ensemble qu'à l'échelle de la vie quotidienne. L'absence d'une masse critique qui puisse se traduire par une force politique contribue à l'importance stratégique de l'organisation des communautés musulmanes locales et leur habileté à négocier avec les autorités publiques dans le traitement de leurs demandes d'aménagement de lieux de culte. Cette situation met donc en relief l'importance du leadership local au sein de la communauté musulmane dans ce processus de négociation avec les municipalités.

En deuxième lieu, des enjeux fiscaux sont souvent évoqués pour refuser les demandes d'aménagement de lieux de culte musulmans. Les municipalités sont tenues par la loi d'accorder aux lieux de culte une exemption fiscale, ce qui représente pour elles un manque à gagner en termes de revenus. Les municipalités résidentielles et celles qui comptent un grand nombre de lieux de culte peuvent être plus sensibles sur ce point, comme l'illustrent nos études de cas. Si les municipalités ne peuvent se soustraire à cette obligation légale, elles peuvent dans certains cas tenter de la contourner soit en refusant d'autoriser de nouveaux lieux de culte sur leur territoire ou en tentant de négocier la superficie de ces lieux de culte admissible à l'exemption de taxes. Cette question renvoie à celle de l'équité dans le traitement des communautés religieuses d'implantation plus récente.

En troisième lieu, la visibilité des lieux de culte est un enjeu qu'on associe avec celui de la reconnaissance symbolique de la part des autorités publiques. La mosquée, en tant que marqueur de la communauté musulmane dans le paysage urbain, revendique un statut symbolique équivalent à celui des autres lieux de culte en vertu du nombre croissant de fidèles qu'elle représente et de sa légitimité en tant qu'institution sociale et

religieuse. Cette inscription visible dans le paysage urbain engendre un certain malaise du côté des autorités municipales et des riverains, et des négociations sont souvent requises pour en arriver à un compromis acceptable au niveau politique. Ce malaise ne concerne pas seulement la population québécoise dite de souche, mais peut aussi être ressenti par d'autres communautés minoritaires, surtout dans les municipalités ou les quartiers où celles-ci sont installées de longue date.

En quatrième lieu, le mode de gestion des dossiers d'aménagement de lieux de culte musulmans par les municipalités varie en fonction de l'attitude de ces dernières par rapport à la gestion de la diversité culturelle sur leur territoire. Saint-Laurent est une municipalité de banlieue qui assume sa diversité culturelle et qui cherche à réconcilier cette caractéristique avec ses objectifs de développement économique. Pierrefonds, en tant que municipalité résidentielle de banlieue, n'a pas encore intégré la gestion de la diversité culturelle à sa culture institutionnelle. Par ailleurs, le degré d'expérience d'une municipalité dans le traitement de dossiers sensibles impliquant des communautés dont les droits sont protégés par les Chartes est aussi un facteur important. En effet, les communautés ethnoreligieuses ont de plus en plus souvent le réflexe de ramener la question de l'aménagement des lieux de culte sur le terrain des droits à la liberté de religion. Nos deux cas sont révélateurs à cet égard : Saint-Laurent a voulu minimiser les obstacles en gérant le dossier du Centre islamique avec un minimum de démarches officielles et en misant sur la négociation avec les leaders de la communauté musulmane. Du côté de Pierrefonds, tout se passe comme si la municipalité avait été prise au dépourvu par les implications de la demande d'agrandissement de la mosquée : ayant toléré plus ou moins officiellement les activités de culte dans une ancienne résidence, les demandes de reconnaissance symbolique et l'opposition des riverains au projet d'agrandissement ont causé des pressions qui ont forcé la municipalité à se cantonner dans une position de refus.

Enfin, dans le cas de Pierrefonds, nos hypothèses au sujet de la méfiance des représentants municipaux face à la consolidation d'une minorité musulmane ne sont pas suffisantes pour que nous puissions conclure que le Conseil fait preuve de discrimination directe à l'endroit des membres de la mosquée Makkah. Nous avons vu que d'autres communautés ethnoreligieuses se sont vues refuser de la même manière un changement de zonage ou la permission d'agrandir par la municipalité depuis

l'adoption du moratoire. Si celle-ci a agi dans son droit et dans le respect des pouvoirs que lui accorde la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il y a lieu de se demander si tous les moyens nécessaires ont été pris pour répondre à l'obligation d'accommodement raisonnable qui découle de l'application de la Charte. Dans le cas de la mosquée Makkah, le conseil municipal semble n'avoir tout simplement pas été disposé à acquiescer à la demande des représentants du lieu de culte.